

l'Anticapitaliste

n°333 | 21 avril 2016 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

**En grève Dans la rue
Sur les places**

**Le 28 avril
et après...**

**RETRAIT de la
LOI TRAVAIL**

PHOTOHÉRIQUE ROUGE / JMB

Dossier

**NUIT DEBOUT:
PLACE(S) AUX LUTTES**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Hollande en Égypte: du business avec un bourreau
Page 2

PREMIER PLAN

Mayotte: la violence, c'est la malnutrition, la tuberculose...
Page 2



ACTU SOCIALE

Congrès de la CGT: des contradictions évidentes
Page 8

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Thomas Coutrot sur les Panama papers et l'évasion fiscale
Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Hollande en Égypte: du business avec un bourreau

Après Manuel Valls en octobre dernier, c'est donc François Hollande qui a « rendu visite » au dictateur mégalo-mane égyptien Abdel-Fattah al-Sissi. Une visite qui, à en croire la presse, aurait été marquée par « l'omniprésence de la question des droits de l'homme ». On ne sait si l'on doit rire ou pleurer devant de telles absurdités. Car ce qui ressort de la visite de Hollande, qui était accompagné d'une trentaine de chefs d'entreprise français (sans doute pour parler des droits de l'homme), c'est avant tout la signature de nouveaux contrats avec le régime dictatorial de Sissi. Après les 24 Rafale et les deux frégates vendues à l'Égypte l'année dernière, ce sont donc de nouveaux marchés juteux qui ont été obtenus par Hollande, qui a lui-même expliqué que « ce qui est en jeu, ce sont les échanges, la croissance, le commerce, l'investissement, mais aussi la stabilité, la sécurité, le développement ». Voilà qui ne peut que ravir le régime de Sissi, qui n'en demandait pas tant, alors que depuis le sanglant coup d'État de juillet 2013, les rapports d'associations et d'ONG égyptiennes et internationales n'ont eu de cesse de dénoncer les pratiques autoritaires du maréchal devenu président.

Nicolas Krameyer d'Amnesty international a rappelé à l'occasion de la visite de Hollande que « la répression en Égypte n'a jamais atteint les sommets actuels au cours des soixante dernières années [et qu']elle peut être comparée à celle des anciennes dictatures militaires latino-américaines ». Depuis un an, on estime que ce sont environ une centaine de personnes qui « disparaissent » chaque mois, tandis que des dizaines de milliers d'opposants (réels ou supposés) ont été arrêtés depuis juillet 2013 et que la « justice » égyptienne, pour la seule année 2015, a prononcé 538 condamnations à mort lors de parodies de procès.

Alors que la réprobation internationale contre le régime Sissi s'étend (l'Italie vient même de rappeler son ambassadeur au Caire), la France renforce son « partenariat économique et stratégique » avec le bourreau du peuple égyptien. Une ligne supplémentaire au lamentable CV de Hollande et de son gouvernement qui, non contents de mener une politique antisociale et répressive en France, se font les complices des assassins des soulèvements démocratiques de 2011 pour les seuls intérêts du capitalisme français.

BIEN DIT

La fédération SUD-Rail est surprise de la condamnation par Alain Vidalies, secrétaire d'État au Transport, de l'invasion par des salariés en colère de la commission mixte paritaire portant sur la future convention collective nationale de la branche ferroviaire. (...) C'est bien le gouvernement, à travers ses décisions et en conséquence de la réforme ferroviaire qu'il a portée, qui est coupable de la situation sociale insupportable aujourd'hui dans l'entreprise historique. (...) C'est bien le secrétaire d'État qui a produit le projet de décret-socle bien en-deçà de la réglementation en vigueur. C'est bien ce projet de décret-socle qui permet aujourd'hui au syndicat patronal (Union des transports publics), de vouloir imposer un projet de convention collective qui instaure le dumping social dans la branche ferroviaire.

Communiqué de SUD-RAIL « Alain Vidalies, responsable mais pas coupable ! ? » vendredi 15 avril

À la Une

En grève, dans la rue, sur les places, le 28 avril et après, retrait de la loi travail!

Un président qui fait flop à chacune de ses interventions et un gouvernement tellement discrédité aux yeux des travailleurs et de la jeunesse qu'il n'a comme seule réponse que des miettes à leur proposer et les coups de matraque à leur asséner...

Un mois et demi de contestation en continu

9 mars, 17 mars, 24 mars, 31 mars, 5 avril, 9 avril : tant de journées durant lesquelles, plus ou moins massivement, s'est exprimée la colère d'une partie de la jeunesse et des travailleurs. Depuis plusieurs semaines, pas un jour ne passe sans qu'une AG n'ait lieu sur une faculté, sans qu'un lycée, quelque part en France ne soit bloqué, sans qu'une place ne soit occupée, sans qu'une grève sectorielle ne reprenne à son compte le retrait de la loi travail. Dès le début, la jeunesse qui a secoué le cocotier. Dès le 9 mars, les organisations de jeunesse avaient décidé d'accélérer les rythmes sans attendre un 31 mars lointain prévu par les organisations syndicales. Et si les salariéEs ne les ont pas majoritairement rejoints dans la lutte, toutes ces journées de grève et d'action, ponctuées de comités de mobilisation sur les universités, d'actions diverses et de meetings, ont donné le ton à la période qui venait : une brèche s'ouvre et nous n'avons pas l'intention de la refermer !

C'est l'heure de régler nos comptes !

Dans une vidéo des youtubeurs « On vaut mieux que ça », une des propositions était de raconter la dernière fois que l'on s'était « foutu » de nous au boulot. Embarras du choix tant les vexations sont quotidiennes ! C'est pourquoi la loi El Khomri, c'est un peu la cerise sur le gâteau, le trop-plein qui vient couronner un amoncellement de mesures antisociales qui ramènent notre camp social au Moyen Âge, avec son cortège de main-d'œuvre embauchée à la journée et payée au bon vouloir des seigneurs. Pendant que les postiers de Rivesaltes en sont à 131 jours de grève pour

obtenir l'embauche définitive de leurs collègues précaires et des tour-

Alors oui, dans ses conditions, il est bien évident que la loi travail a non

jour de rentrée de leur zone, ce lundi 18 avril, une AG de 1500 étudiantEs s'est tenue à Rennes. Les lycéenEs ont aussi fait la démonstration de leur capacité d'agitation mais aussi de leur détermination.

Et dans tout cela, les « Nuits debout », par-delà l'hétérogénéité des participantEs, permettent indéniablement que s'expriment en vrac toutes les colères accumulées.

Mais on ne coupera pas à la discussion fondamentale : pour les faire reculer, pour leur faire ravalier leur loi et espérer aller plus loin, il est temps que les salariéEs, massivement, rentrent dans la bagarre et que des oppositions de travailleurEs, on passe à la grève générale.

Ce 26 avril, les cheminotEs sont appelés à la grève. Ils sont un espoir important pour la suite de la mobilisation. Alors que dans bien des secteurs, on s'est regardé en chiens de faïence, attendant de voir qui aura le courage de partir en grève reconductible avant les autres pour donner le ton, les salariéEs de la SNCF ont une occasion de répondre dès le 26 à cette aspiration en ouvrant la porte de la reconduction dès le 27 et en étant du coup, avec les jeunes, les fers de lance de la nouvelle journée de grève interprofessionnelle du 28 avril.

Parce que la grève générale n'a pas été autant discutée depuis longtemps comme moyen crédible de tordre le cou aux profiteurs, il est temps maintenant de la mettre en pratique. Que des lycées, des facs, des places, des usines, dès le 28 avril, se multiplient les reconductions de grève, que l'on brise les carcans, que l'on cesse de travailler pour les patrons pour avoir le temps de coordonner les équipes qui veulent s'engager dans la lutte. Au mois de mai, soyons en grève jusqu'au retrait!

Denise Sarraute

ON BAISSÉ PAS LES BRAS!



nées supplémentaires, qu'à Mayotte, c'est 15 jours de grève générale qui viennent de s'écouler pour l'égalité réelle et contre la loi travail, le PDG du groupe PSA, en exploitant les autres, a doublé son salaire qui atteint désormais 5,24 millions d'euros par an. Il faudrait 241 ans à une ouvrière de PSA pour obtenir une telle somme! Pendant enfin que les lycéenEs subissent une répression d'ampleur, que pas une seule manifestation ne se déroule sans un déploiement massif de flics en tout genre, que les lycées mobilisés font l'objet d'une surveillance quasi carcérale quand ce n'est pas la fermeture administrative qui est décrétée, Balkany continue de se pavaner en toute impunité en planquant ses millions au Panama!

seulement libéré les ressentis pour ce qu'elle est mais aussi pour toutes les attaques subies depuis des années. Salaires, emplois, conditions de travail, mesures sectorielles comme la réforme socle chez les cheminotEs qui leur vole des jours de repos, aucun secteur n'est épargné par la voracité du patronat... mais aucun secteur non plus ne s'est pas à un moment ou à un autre mis en grève!

Ah le joli mois de mai!

Chaque mobilisation va puiser dans l'histoire des autres mais aussi se réinventer. Si la mobilisation dans les universités n'a pas pris l'ampleur espérée, elle s'est ancrée au point que les comités de mobilisations ont d'ores et déjà prévu de se réunir pendant les vacances et qu'au premier

MAYOTTE

La violence, c'est la malnutrition, la tuberculose,

Après 15 jours de grève, l'accord passé entre syndicats et gouvernement prévoit que les fonctionnaires auront droit à une prime de vie chère de 40% du salaire le 1^{er} janvier 2017. Mais il faudra attendre le vote d'une loi l'an prochain pour espérer – sous un autre gouvernement – l'application en 2018 du même code du travail qu'en métropole... alors que celui-ci est remis en cause par le projet El Khomri!

Pour le reste, il n'y a que la promesse d'un calendrier de discussions : rien ou presque, disaient les grévistes de base réunis en AG le lendemain, majoritairement contre l'accord. Mais pour ne pas se diviser entre la base et les directions syndicales, l'AG a décidé de suspendre la grève tout en demandant au gouvernement un geste fort immédiat

sous peine de reprise d'une lutte encore plus dure.

Des gamins meurent de misère sur le territoire français

La moitié des Mahorais vivent avec moins de 348 euros par mois, près de 60% ont moins de 18 ans et ils ne peuvent pas attendre. Après son silence, la presse métropolitaine dénonce les violences des jeunes. Mais pas

un mot pour dire qu'ils ont faim, meurent de maladie, croupissent dans les plus grands bidonvilles de France, sans eau courante ni électricité, n'ayant parfois que les poubelles pour se nourrir, en particulier quand leurs parents en situation irrégulière sont renvoyés dans les îles des Comores. Car chaque jour, des Comoriens risquent leur vie pour rejoindre Mayotte. Beaucoup sont arrêtés, expulsés, avec parmi eux, des centaines d'enfants.

En métropole, les mineurs isolés sont protégés contre l'expulsion. A Mayotte, sitôt arrivé, ils sont rattachés d'office à un adulte – même inconnu – à bord du même navire. Aussitôt affiliés, ils sont rembarqués vers les Comores. Pour ceux qui restent, réfugiés ou Mahorais, tout

manque : emploi, formations, transports publics, associations, stades... Bien des jeunes ne sont pas scolarisés. Les collèges et lycées sont sous-dimensionnés, les classes surchargées, sans matériel. Et la malnutrition empêche les enfants de se concentrer. On ne parle pas français dans l'île, mais l'école se tient en français... pas enseigné. Il est interdit aux enseignants de parler leur langue avec les élèves. L'illettrisme explose, assorti d'un sentiment de mépris colonial : un vice-recteur assimilait l'accent mahorais au « parler banlieue » et déclarait que le rythme de construction d'écoles ne pourrait jamais rattraper celui de « l'utérus des Mahoraises »... Comme les jeunes de banlieue, les Mahorais sont français, mais

Un monde à changer

STRIKE! Aux États-Unis, il n'y a pas que la campagne électorale... Le 13 avril, une grève massive a débuté chez Verizon, une entreprise de télécommunication employant 39 000 salariéEs. La société qui réalise des profits considérables (39 milliards de dollars durant les trois dernières années) veut néanmoins toujours plus délocaliser et développer la sous-traitance, avec comme résultat recherché une baisse du taux de syndicalisation, tombé de 70% en 2005 à 27% aujourd'hui. Verizon veut aussi pouvoir imposer à ses salariéEs d'être affecté à des postes éloignés de leurs domiciles jusqu'à deux mois consécutifs. La convention collective de l'entreprise a expiré le 1^{er} août et, depuis, les négociations n'ont pas avancé. En 2011, les travailleurEs de Verizon avaient été en grève durant deux semaines, sans rien gagner de significatif du fait d'une stratégie défaillante des sommets du syndicat qui ne s'étaient pas préparés à une grève dure. Toutes les catégories de salariéEs de l'entreprise sont dans la grève et participent aux piquets auxquels se sont joints des retraitéEs

(également concernés par les négociations sur la nouvelle convention). Dès le début de la grève, Bernie Sanders est venu assurer les travailleurs de son soutien. Plus surprenant, Hillary Clinton s'est aussi manifestée pour demander l'ouverture de «*véritables négociations*». Jusqu'à présent, elle s'affichait plus en compagnie des riches soutiens de sa campagne (dont certains figurent dans les fameux Panama Papers...). Pourtant, comme les candidats démocrates antérieurs, elle bénéficie du soutien (y compris financier) de la majeure partie des directions nationales des syndicats... un soutien accordé sans consultation de la base. La grève de Verizon n'est pas un fait isolé. Avec plus de 2000 participantEs, la conférence de 2016 du courant de la gauche syndicale américaine Labor Notes a été un succès. Les luttes récentes – pour le salaire minimum à 15 dollars, des enseignantEs de Chicago et Los Angeles ou des travailleurs agricoles de Californie – montrent que la vieille taupe de la lutte des classes continue à travailler sous terre.

FRAUDE FISCALE

Faire sauter le verrou!

Depuis 8 ans et l'affaire du Liechtenstein, les affaires dévoilant l'ampleur de la fraude fiscale internationale et nationale n'ont de cesse de se multiplier grâce aux lanceurs d'alertes et à certains médias... Mais rarement grâce à l'administration fiscale.

les États font des procès et condamnent pénalement les lanceurs d'alertes, ou quand le Parlement européen vote avec l'appui de la majorité des députés

des Panama Papers, de nombreuses entreprises offshore créées ne sont pas illégales. Conclusion: les entreprises ou les banques telles que la Société



Bercy, le ministère de l'Économie et des Finances, garant de l'ordre fiscal... aux service des plus riches! PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JR

Depuis plus de 15 ans, une majorité d'États n'a de cesse de multiplier les déclarations de principe et d'affichage contre la fraude et l'évasion fiscale, faisant ainsi croire que ces États dont la France lutteraient réellement contre la fraude fiscale. Mais la succession des «affaires» – Luxleaks, HSBC, Cahuzac, Bettencourt ou plus récemment les Panama Papers – décrédibilisent ces pseudo-politiques. Et dans les années 2000, les «listes noires» des «paradis fiscaux» se sont vidées, bien que ces paradis fiscaux continuent à être particulièrement actifs.

Certes, avec la crise, les États ont été obligés de hausser le ton... mais sans rien changer sur le fond. Comment croire que la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale serait prioritaire quand

européens français – du FN au PS (seuls ceux d'Europe Écologie - les Verts et du Front de gauche ont voté à l'unanimité contre) – la directive sur le secret d'affaires?

Selon les défenseurs de cette directive, cela ne devrait pas entraver les activités des lanceurs d'alerte puisque «la protection des secrets d'affaires ne devrait dès lors pas s'étendre aux cas où la divulgation d'un secret d'affaires sert l'intérêt public, dans la mesure où elle permet de révéler une faute professionnelle ou une autre faute ou une activité illégale directement pertinentes». Le problème est qu'il reste à définir «la pertinence» de la révélation et «l'intérêt public». Ce sera donc à un juge de trancher. Par ailleurs, dans le cas

générale pourront donc utiliser cette nouvelle directive pour faire taire les médias.

Une certaine complaisance...

En France, la fraude fiscale s'élève annuellement à entre 60 et 80 milliards d'euros, et on ne peut pas dire, malgré les discours, que cette fraude et évasion fiscale soient combattues avec énergie de la part même de ceux qui ont en charge les recettes de l'État. En effet, c'est en partie au sein même de l'État que s'organisent les faveurs fiscales dont bénéficient les seuls nantis. Et les exemples sont nombreux: famille Wildenstein (collectionneur d'art et ami très proche de Sarkozy), Cahuzac, Bettencourt...

Toutes ces affaires ont plusieurs points communs: la fraude fiscale évidemment, mais aussi le lien étroit avec le pouvoir (de droite comme de gauche) permettant ainsi d'oublier les dossiers souvent décelés par des agents scrupuleux des Finances publiques. Cette tolérance à la fraude fiscale pour les amis du pouvoir est permise grâce au fameux «verrou de Bercy» qui empêche tout fonctionnaire des Finances publiques ayant établi l'existence d'une fraude fiscale de porter l'affaire directement devant les tribunaux. Et si les Wildenstein, les Cahuzac et autres ont été au final rattrapés, c'est grâce à l'obstination d'avocats ou de journalistes, et non à la volonté de Bercy...

Malgré cela, Bercy adore mettre en avant ses prétendues victoires contre les fraudeurs... et dans le même temps continue à supprimer massivement des emplois aux Finances publiques (35 000 depuis 2002), en particulier dans les missions de contrôle. Dans de telles conditions, le «risque» des 500 plus grandes fortunes françaises de se faire contrôler est minime. Ainsi, le rapport de la Cour des comptes de février 2012 révélait que la probabilité est de 2,3%, ce qui correspond à un contrôle tous les 40 ans... La fraude fiscale des plus riches a donc de beaux jours devant elle.

Josephine Simphon

la lèpre...

se disent qu'ils n'auront jamais les mêmes chances que les autres.

Bientôt des étrangers chez eux

90% des villages sont à proximité du rivage. L'État a déclaré la zone inconstructible. Il a commencé par détruire les maisons, puis a décidé de vendre leur propre terre aux habitants. Trop pauvres pour acheter, il ne reste que le bidonville.

En même temps, la plupart des métropolitains résident dans des zones protégées, «le pays des Blancs», dans lesquelles on déconseille de sortir seuls le soir. Mais hormis le conseil général, ils dirigent la quasi-totalité de l'économie et de l'administration. La secrétaire d'État chargée de l'Égalité réelle (sic!), Ericka Ba-reigts, a présenté le 13 avril un

projet de loi en même temps que le député Victorin Lurel, une loi cadre. Mais cette «égalité réelle» là, conçue conjointement par le gouvernement et le patronat, vise à transformer Mayotte en «zone franche» sans taxes pour les patrons... et sans droits pour les salariés. Cela déclenche l'enthousiasme patronal car attachées à Mayotte, figurent les îles Éparses de l'océan Indien, une zone pétrolière prometteuse. Ségolène Royal y a accordé l'autorisation d'exploitation des énergies fossiles... au moment de la COP21 et de la répression des écologistes. Cependant, malgré cette situation coloniale, peu de Mahorais veulent être replacés sous l'autorité des Comores, encore plus misérables. Du coup, dans ce département

musulman et à tradition matriarcale, le sentiment de classe l'emporte, au cœur même du combat pour «l'égalité réelle»

avec la métropole. Leur lutte, un instant «suspendue», est loin d'être finie, et c'est la nôtre.

Jacques Chastaing

MAYOTTE RÉCLAME L'ÉGALITÉ DES DROITS SOCIAUX



Le chiffre 7 millions

C'est le nombre d'Américains vivant dans des régions du centre et de l'est des États-Unis menacées par d'éventuels séismes liés à la fracturation hydraulique (technique d'exploitation du gaz de schiste), selon un rapport de l'Institut américain de géophysique (USGS).



Agenda

Samedi 23 avril, journée de séparation entre le Medef et l'État. À l'appel de Nuit debout.

Jeudi 28 avril, journée de grève et de manifestations contre la loi travail.

Du mardi 23 au vendredi 26 août, 8^e université d'été du NPA, Port-Leucate. À Rives-des-Corbières. Accueil des participantEs le lundi 22 août à partir de 14h, départ le samedi 27 août après le petit-déjeuner.



NO COMMENT

Je ne pense pas que ce soit un président en fin de mandat qui puisse trouver des solutions aux problèmes qu'il a créés depuis 5 ans.

FRANÇOIS HOLLANDE sur Twitter... en janvier 2012!

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Kristo et Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



TRIBUNE

«Un pouvoir qui matraque la jeunesse est faible et méprisable»

Nous reproduisons ici de très larges extraits d'une tribune publiée par Libération il y a quelques jours, une tribune signée par plus de 300 universitaires, artistes, militants et représentants d'organisation contre la répression policière systématique du mouvement contre la loi travail.

Depuis novembre dernier et la proclamation de l'état d'urgence, l'État de la régression sociale et de la matraque a brutalement accéléré sa décomposition. Sa soumission à un capital piaffant d'impudence de pouvoir exploiter et jeter n'importe qui, quand et comme ça lui chante, est totalement décomplexée. Le nombre de celles et ceux qui, se battant sans courber l'échine pour leur dignité, leur avenir, ou tout simplement leur quotidien, peuvent être entraînés devant les tribunaux, traités comme des terroristes, et, à l'image des Goodyear, condamnés à de la prison ferme, ne cesse de croître. Au même rythme ont progressé les violences policières les plus méthodiques.

La jeunesse étudiante et lycéenne en fait les frais depuis plusieurs semaines, à un niveau de répression proprement délirant. Les 300 et quelque arrestations lors de la manifestation du 29 novembre à République contre la COP21 étaient bien un avant-goût. Depuis le 17 mars et l'expulsion violente d'un groupe d'étudiants de l'université de Tolbiac, chaque journée de mobilisation des jeunes occasionne un crescendo dans les gazages, les matraquages et les interpellations. Quelle honteuse hypocrisie quand Bernard Cazeneuve se dit «choqué» de la violence par laquelle un jeune de 15 ans, du lycée Bergson à Paris, avait été, le 24 mars, littéralement tabassé par trois policiers surarmés. Le 5 avril, c'est plus de 130 lycéens, après s'être fait gazer et matraquer par des CRS et policiers en civil, qui ont été interpellés avant même d'arriver à la manifestation prévue à Bastille l'après-midi. Quant à ce 14 avril, le nombre de casques, de tonfas, de gazeuses et de boucliers destinés à enfermer le cortège parisien pourtant pacifique était tellement important, un drone couvrant carrément la zone, que des passants ont demandé si c'était... une manifestation de policiers. Et le procédé n'est pas seulement parisien. Nantes, Rennes, Lyon, Montpellier, Toulouse etc. l'ont également subi à proportion. Et, bien sûr, les grévistes de Mayotte.

A partir de quelle quantité de crânes ouverts, de points de sutures, de tirs de flashballs, d'insultes, de menaces, d'arrestations jusque devant les lycées, de gardes à vue, de procès allons-nous cesser de tolérer cela ? Combien de Malik Oussekine, combien de Rémi Fraisse finiront-ils par s'autoriser, si nous ne mettons pas un terme à cette mécanique aussi sinistre qu'indigne ? Une telle violence exprime bel et bien l'infini mépris à l'égard de ces jeunes que Hollande avait prétendu mettre au cœur de son mandat. Un pouvoir qui matraque la jeunesse est un pouvoir aussi faible et apeuré que méprisable. (...) La façon incroyablement violente dont les CRS ont «accueilli» les étudiants, et arrêté arbitrairement l'un d'entre eux, venus rencontrer les cheminots à la gare Saint Lazare mardi 12 avril illustre de façon parlante sa hantise à l'égard de toute jonction des étudiants et des salariés.

Alors que des politiciens, jusque dans les rangs du PS, veulent carrément dissoudre «Nuit debout», le gouvernement, profitant de l'ambiance entretenue par un black-out aussi complet que complice de la part des grands médias, lâche ainsi quelques miettes d'un côté tout en laissant, de l'autre, se succéder des journées saute-mouton qui l'impressionnent peu. (...) Quiconque laissera la matraque impunie portera aussi une immense responsabilité. (...) Il est grand temps de se déshabiller de ce qui n'a aucune justification possible, sinon l'arbitraire des princes de l'État policier et du CAC40. Il est grand temps qu'avec les étudiants, les lycéens, les travailleurs qui se battent non seulement contre un projet de loi inique, mais de plus en plus aussi pour une vie qui ne soit pas une simple survie, nous fassions masse pour y mettre fin.

«**D**epuis 2012, le taux de pauvreté qui avait fortement augmenté entre 2008 et 2011 s'est stabilisé autour de 14%. Aujourd'hui, les choses s'inversent.» Donc, selon Valls, la pauvreté diminue ? On ne dirait pas mieux que Nouria citée par RFI : la situation a empiré depuis 2012... «Le problème, c'est l'emploi. Il faut que les gens travaillent. François Hollande ou le gouvernement précédent, c'est la même chose.»

Mesurettes et déclarations d'intention

On ne pouvait pas attendre beaucoup d'une loi pour «l'égalité et la citoyenneté» née des propos racistes et discriminants de Valls après les attentats de janvier 2015, liant un «apartheid territorial, social et ethnique» au terrorisme qui aurait donc ses racines dans les quartiers populaires, sommant les musulmans de «se désolidariser» des terroristes... Et on n'est pas déçus ! Aucune des mesures simples, efficaces, indispensables à cette égalité citoyenne – par exemple le droit de

ÉGALITÉ ET CITOYENNETÉ

IL FAUT RÉINTRODUIRE DE LA BAVURE DE PROXIMITÉ DANS NOS CITÉS!



CHARMAG

vote de tous les résidents étrangers ou l'interdiction des contrôles au faciès – n'est à l'ordre du jour. À la place, on a un fourre-tout de mesurettes et de déclarations d'intention, ou comme le dit Valls lui-même avec ses mots «un maillage très dense de mesures ciblées qui visent à retisser l'égalité»... Durcissement des sanctions des actes racistes (la police n'est pas concernée), élargissement

de la réserve citoyenne (Valls rêve d'une garde nationale), possibilité pour les Conseils citoyens de saisir les préfets en cas de difficulté dans la mise en œuvre sur les quartiers de la politique de la ville, parrainage des jeunes diplômés issus des quartiers, 10 000 contrats d'apprentissage ouverts dans la fonction publique, etc. et plein d'autres propositions qui dans leur ensemble ne changent pas la donne mais ressemblent fort à de la communication pré-électorale.

Répartir la pauvreté ou la combattre ?

La loi comprend un versant concernant la politique du logement qui propose de modifier quelques règles d'attribution des logements sociaux, dont la principale est la possibilité pour les bailleurs de fixer le montant des loyers indépendamment de leur mode de financement. Histoire de faire croire qu'ainsi les bailleurs pourront jouer de la «mixité sociale»

en attirant ou en repoussant des catégories d'habitants désirées. Quand il y a 1,7 million de personnes inscrites sur les listes d'attente pour un logement social et plus de 3,8 millions de mal-logés, alors que dans le même temps à peine 100 000 nouveaux logements ont été engagés en 2015, bien loin des objectifs que le gouvernement s'était lui-même fixés, on voit bien que cette loi n'est pas là pour réduire les inégalités, la pénurie de logements, les discriminations. Elle vient donner au mieux un coup de pouce à la politique de peuplement chère à Valls, et mise en œuvre par le Nouveau Programme de renouvellement urbain (NPRU) : «casser les logiques de ségrégation», c'est-à-dire éclater les concentrations urbaines populaires, tenter de répartir la pauvreté plutôt que de la combattre...

Cette loi ne changera rien à l'accroissement des écarts entre les plus pauvres, de plus en plus nombreux, et les plus riches, de plus en plus riches, écarts encore aggravés par les lois Macron et peut-être El Khomri. Elle est à l'opposé de ce que serait un plan d'urgence pour le logement : construire là où il y en a besoin et pour ceux qui ont besoin de logements de qualité mais à bas loyer, développer les services publics au lieu de les détruire. Bref une tout autre politique qu'il reste à imposer par la mobilisation. **JMB et Isabelle Guichard**

PARTI SOCIALISTE

En état d'urgence...

Avec sa triste prestation télévisée de jeudi dernier, Hollande n'a fait que donner de nouvelles raisons de le combattre, sans même réussir à convaincre ses propres troupes.

Le mouvement contre la loi El Khomri exprime le profond rejet non seulement du gouvernement mais aussi du PS. Les deux sont aux abois, et chacune de leurs petites manœuvres révèle le mépris qu'ils ont pour le monde du travail.

Ambitions...

Hollande s'effondre dans les sondages, et les ambitions jusqu'alors retenues se lâchent. Macron occupe le devant de la scène après avoir lancé son mouvement En marche. Champion de l'ambiguïté, l'ambitieux serait en passe de devenir l'hypothétique candidat le plus «populaire» du PS pour la présidentielle. Propulsé par Hollande contre Valls qui ne cache pas ses propres ambitions, il en est en même temps le critique tout en prétendant souhaiter sa victoire en 2017... De façon ridicule, Hollande tente de montrer qu'il contrôle la situation : «il sait ce qu'il me doit», a-t-il déclaré lors de son «dialogue citoyen», pour rappeler à Macron l'exigence de «loyauté personnelle et politique». Tout un programme !

«Il doit être dans l'équipe, sous mon autorité», affirme-t-il en continuant de laisser entendre

ont lancé en réponse à l'opération Macron un rassemblement appelé malencontreusement «La



La belle alliance populaire prend la rue... DR

qu'il sera candidat à sa réélection. Sauf que cette autorité est pour le moins faible alors que Macron s'affiche avec Hulot et laisse les portes ouvertes à droite, n'écartant pas la possibilité de trouver là la route de Matignon...

Et contre-feux...

La veille de l'intervention télévisée de Hollande, Cambadélis et son complaisant allié Julien Dray

Belle Alliance populaire», qui veut «dépasser le PS» pour fonder une «fédération de la gauche de transformation», avec pour objectif d'«élaborer une alternative au libéralisme ambiant et au nationalisme montant». Elle se veut un soutien indéfectible à Hollande, mais n'est en fait qu'un rassemblement d'apparatchiks des groupuscules amis (Jean-Vincent Placé, François de Rugy, Denis Baupin et

Yves Pietrasanta pour les écologistes progouvernementaux, Jean-Luc Bennaïm et Christophe Madrolle du Front démocrate), les traditionnels alliés radicaux représentés par l'ex-ministre du Logement Sylvia Pinel, ainsi que d'anciens syndicalistes proches du PS ou des «acteurs de la société civile»... avec le retour de Fadela Amara, l'ancienne présidente de Ni putes ni soumises, revenue de son petit tour du côté de Sarkozy... Ce vain rafistolage d'un navire en perdition n'a pas grand-chose de populaire. Ces gens-là ne se pré-occupent que de leurs ambitions diverses complètement étrangères aux classes populaires. «C'est sûr que notre démarche n'est pas évidente dans la période, je demande au gouvernement de nous aider à le soutenir», déclarait sans rire Jean-Luc Bennaïm... Cette farce pitoyable n'est qu'une manifestation de plus du processus de décomposition politique en cours du PS que les faux-semblants ne peuvent masquer, pas plus qu'une primaire à gauche ne pourra l'enrayer. **Yvan Lemaître**

AFRIQUE

« L'enfer, c'est le paradis regardé de l'autre côté »

C'est ce qu'écrivait Umberto Eco dans son célèbre roman *Le Nom de la rose*... La plupart des sociétés écrans offshore sont vues en Occident comme un moyen de se soustraire à l'impôt. En Afrique, l'évasion fiscale prend d'autres formes tandis que les sociétés offshore remplissent une fonction différente, bien plus nocive...

En effet, elles y facilitent le pillage des ressources naturelles du continent au profit des dirigeants africains et des multinationales.

Évasion fiscale, une industrie bien rodée

L'essentiel de la fraude fiscale dont sont victimes les pays africains vient des pratiques des multinationales qui ont à leur disposition tout un panel pour optimiser leur fiscalisation, notamment la politique du prix des transferts. L'idée est simple : laisser l'essentiel des charges de l'entreprise dans le pays producteur et payer des frais surévalués de centrale d'achat, de droits de marque, de logistique, d'informatique, de distribution, de service juridique à des sociétés offshore appartenant à la multinationale. Ainsi, c'est environ 40 milliards de dollars qui sont sortis illicitement de l'Afrique en 2010¹.

C'est avec ce type de manipulations comptables que Jersey, l'île anglo-normande et paradis fiscal, est devenue le premier exportateur mondial... de bananes!

Si les fuites des Panama Papers font apparaître que les proches des dictateurs africains ont des comptes dans les sociétés offshore, ce n'est pas pour échapper aux impôts. Si on prend l'exemple de « Kiki le pétrolier », sobriquet du fils de Sassou-Nguesso à la tête de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) et de la raffinerie nationale Coraf, sa société offshore Phoenix Best Finance Ltd n'a pas pour but l'évasion fiscale. En effet, quel inspecteur des impôts



Au Congo, la gabegie de Sassou Nguesso ne passe pas... DR

serait suffisamment inconscient pour s'intéresser au fils d'un dictateur qui n'hésite pas à bombarder, avec ses hélicoptères de combat, la région de Pool située au sud de la capitale Brazzaville pour asseoir son pouvoir après une farce électorale?²

Corruption

Le rôle des comptes offshore que détiennent les membres des clans des dictateurs, a une fonction bien plus nocive pour leurs pays car ils facilitent la corruption. C'est le cas par exemple de Mamadie Touré, la quatrième femme de Lansana Conté (dictateur guinéen qui a sévi pendant vingt ans dans les années 80). Elle s'est trouvée à la tête de la société Matinda Partners and Co Ltd, ce qui lui a permis d'enranger les fruits d'une corruption en vendant les droits d'exploitation d'un des plus grands gisements de fer du pays³.

Idem pour John Bredenkamp, vieux routier de la finance illicite, qui a commencé par vendre des armes à la Rhodésie, sous embargo pour cause d'apartheid, puis est devenu un proche de Mugabe lors de la libération du pays qui a pris alors le nom de Zimbabwe. A la tête de Tremalt Ltd, cette société va jouer un rôle dans le financement occulte de l'état-major de l'armée zimbabwéenne qui prête main-forte à Laurent Désiré Kabila. Tremalt Ltd va, pour 400 000 dollars, prendre possession de six mines de cuivre et de cobalt estimées à plus d'un milliard de dollars⁴.

Argent sale et hypocrisie

Ces sociétés permettent et favorisent la corruption à grande échelle des dirigeants africains, au détriment d'investissements dans l'éducation, la santé et le social pour les populations.

Elles permettent aussi le blanchiment de l'argent sale issu de différents trafics illicites : cigarettes, prostitution, traite humaine, drogue... Le Mali est un bon exemple de l'hypocrisie occidentale : il est de notoriété publique que les milices pro et anti Bamako trempent, à des degrés divers, dans le trafic de cocaïne⁵. Et parfois, l'hypocrisie frise la complicité : en France, le pouvoir a usé de tous les artifices pour freiner l'enquête sur les biens mal acquis des Bongo, Teodoro Obiang et Sassou-Nguesso.

C'est avec ce type de société offshore que les dictatures peuvent se maintenir en développant un réseau clientéliste. En effet, ce sont ces clans qui entourent les dictateurs et les poussent à se maintenir au pouvoir, au prix du sang versé par les populations. Les paradis fiscaux transforment l'Afrique en enfer social.

Paul Martial

- 1- Conférence conjointe UA/CEA des ministres des Finances, de la Planification et du Développement économique (2011) « Flux financiers illicites : rapport du Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique », p. 105, <http://www.uneca.org/fr/publications/fluxfinanciers-illicites-0>. Selon le rapport, ce montant pourrait même être supérieur.
- 2- <http://www.afriquesenlute.org/afrique-centrale/congo-brazzaville/article/republique-du-congo-lettre-ouverte>
- 3- http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/04/05/les-africains-du-panama-3-ces-barons-des-affaires-qui-prosperent-offshore_4895822_3212.html
- 4- Idem
- 5- <https://www.mediapart.fr/journal/international/140216/au-mali-le-traffic-de-droguera-t-il-sauve-par-la-paix>

BRÉSIL Fin mélancolique du gouvernement du PT

L'approbation de l'ouverture du processus de destitution de Dilma Rousseff par la chambre des députés à une importante majorité est une grande défaite pour le gouvernement et le PT.

Presque tous les partis de droite qui étaient au gouvernement, à commencer par le PMDB, parti du vice-président, ont rompu avec le gouvernement ces dernières semaines. Seuls les partis les plus à gauche qui appuyaient le gouvernement ont voté contre le processus de destitution, ainsi que quelques députés de droite qui n'ont pas suivi la direction de leur parti, et le PSOL, parti d'opposition de gauche au gouvernement.

Une partie importante de la bourgeoisie a soutenu les gouvernements du PT lorsque ceux-ci allaient dans le sens de la collaboration de classe. Cependant, avec la crise économique qui a commencé à s'intensifier en 2014, la bourgeoisie a exigé un

gouvernement beaucoup plus dur pour qu'il applique une politique d'austérité totale qui a conduit à dégrader les conditions de vie du peuple.

Dilma Rousseff a essayé de remplir ce rôle : elle a opéré un grand virage à droite après les élections de 2014. Mais il a été clair que le PT, à travers les liens qu'il maintenait encore avec la majorité du mouvement syndical et populaire, a eu des difficultés pour mener à bien cette politique. Temer, le vice-président, un politicien bourgeois, est allé encore plus loin dans la mise en œuvre d'une politique antipopulaire. De ce fait, la FIESP (Fédération des industries de l'État de São Paulo) et d'autres fédérations de chefs d'entreprise ont assumé un rôle moteur dans la procédure de destitution.

Acculés, le gouvernement de Dilma Rousseff et le PT ont tenté de se sortir de cette situation d'une façon lamentable : en tentant jusqu'à la fin d'offrir des avantages aux politiciens bourgeois. Ils ont échoué à convaincre leurs adversaires plus intéressés par la possibilité d'un gouvernement Temer.

De nombreux députés ont justifié leur appui à la procédure de destitution en évoquant la grande impopularité du gouvernement de Dilma Rousseff et les cas de corruption liés au PT. Cela n'a pas de sens : d'après les sondages, Temer et le PMDB sont aussi impopulaires que Dilma Rousseff et sont impliqués encore plus directement qu'elle dans les cas de corruption qui ont été révélés. Près de 60 % de la population est favorable à la démission ou à la procédure de destitution des deux partis au pouvoir.

Un processus illégitime

Le PSOL, parti de la gauche socialiste, a pris position contre la procédure parce que le processus n'a aucune légitimité, c'est une farce complète. Le président de la chambre, membre du PMDB, principal protagoniste de la procédure de destitution, est un corrompu notoire, mis en accusation dans la même enquête qui a incriminé les membres du PT. Les arguments juridiques invoqués pour destituer Dilma Rousseff s'appliquent également à Temer. Dans ces conditions, la procédure de destitution est un

coup d'État. De plus, un gouvernement dirigé par Temer sera au moins aussi impopulaire que le gouvernement de Dilma Rousseff et aggravera encore davantage les conditions de vie de la population. Des secteurs d'extrême droite clairement fascistes participent aussi au mouvement pour la procédure de destitution. Ils ne seront pas présents dans le futur gouvernement mais auront une influence et en sortiront renforcés. Finalement, la progression de la droite a entraîné une grande mobilisation populaire contre la procédure, y compris des secteurs de la gauche opposés au gouvernement de Dilma Rousseff. Celle-ci est encore présidente pour quelques semaines, jusqu'à ce que le Sénat confirme l'ouverture de la procédure de destitution (ce qui est certain). Mais il est évident qu'elle ne gouverne plus. La gouvernance par le PT s'achève de façon mélancolique... Mais cela n'implique pas la fin du processus : les crises économique et politique perdurent et tendent à s'amplifier.

De São Paulo, João Machado (Traduit par A.S. et E.L.)

POLOGNE

« Dites non à la torture des femmes ! »

Le 9 avril dernier, des milliers de personnes se sont rassemblées devant le Parlement polonais et dans 18 villes du pays pour protester contre un projet de loi qui veut interdire l'IVG.

Les évêques polonais pensaient que ce serait une bonne façon de célébrer les 1050 ans de la conversion de la Pologne au catholicisme... en durcissant la déjà restrictive loi sur l'IVG. Confortée par la victoire du réactionnaire PiS (Parti droit et justice) qu'elle avait soutenu, l'Église jugeait que le moment était venu d'avoir un retour sur ses « faveurs »...

Un projet de loi pour interdire l'IVG, même dans les cas permis par la loi actuelle – viol, malformation du fœtus et danger de la vie de la mère –, a été présenté au Parlement par des associations qui défendent le prétendu « droit à la vie ». Le projet comptait sur le soutien de la Première ministre Beata Szydlo, qui s'est prononcée très fermement pour « l'interdiction absolue de l'IVG ».



Dimanche 3 avril, devant le siège du Parlement polonais à Varsovie. DR

« Ne laissez pas la Pologne aux fanatiques ! »

La réaction des femmes ne s'est pas faite attendre. Le dimanche où les prêtres ont lu l'appel des évêques à soutenir l'interdiction de l'IVG, les femmes ont quitté les églises en criant « Honte à vous ! ». Deux rassemblements qui ont réuni des milliers de femmes ont eu lieu devant le parlement les 3 et le 9 avril. Celui du 9 avril, qui était appelé par des organisations féministes et par Partia Razem (Parti Ensemble, une coalition de gauche créée en 2015), avait pour mot d'ordre : « Dites non à la torture des femmes ! ». Des milliers de femmes portaient des cintres et des affiches qui disaient : « On ne fera plus de bébés ! », « Faites l'amour, pas le PiS ! », scandant « Dignité, santé et sécurité », « La solidarité est notre arme ! » ou « Ne laissez pas la Pologne aux fanatiques ! »

Le pouvoir et l'Église dans l'embarras

Cette réaction vigoureuse a mis la Première ministre et l'Église catholique dans l'embarras. Szydlo ne maintient qu'il y ait un projet de loi contre l'IVG et, qu'en tout cas, sa position sur l'avortement ne serait qu'une « opinion personnelle », et pas nécessairement celle des membres de son parti. La Première ministre, préoccupée par la réaction de la gauche et des organisations féministes qui ont profité de la situation pour demander la libéralisation du droit à l'IVG, a fait un appel à ne pas utiliser « une question tellement sensible et importante » comme un élément de la lutte politique...

D'après un sondage, trois quarts de la population est contre le droit à l'IVG sans restriction, mais la majorité est pour que la loi reste telle qu'elle est. Selon les estimations des organisations féministes polonaises, il y a chaque année entre 100 000 et 150 000 Polonaises qui avortent soit en Pologne, soit à l'étranger, en particulier en Allemagne. A Berlin, un réseau, Ciocia Basia (« Tante Basia »), s'est même constitué pour aider les Polonaises qui ont besoin d'avorter.

Il est clair que l'adoption d'une telle loi n'empêcherait pas les IVG, mais elle mettrait encore plus en danger la santé et la vie des femmes pauvres, obligées d'avorter dans la clandestinité. Virginia de la Siega

ET MAINTENANT?

Nuit debout a d'ores et déjà atteint trois objectifs...

« Leur faire peur ». À voir qui attaque désormais Nuit debout ça commence à marcher. Il y a là tous les partis dominants, du FN au PS, la « fachosphère », les « intellectuels » réacs et médiatiques, de Finkielkraut à Fourest en passant par Joffrin, Élisabeth Lévy et Askolovitch et, bien sûr, les flics, syndicats policiers et Cazeneuve en tête... Casser l'état d'urgence. En occupant des places dans tout le pays, en lançant des actions et des manifestations sauvages, Nuit debout a démontré que nous pouvions reprendre l'espace public. Redonner espoir. Après des années à subir la progression des idées et des politiques réacs, Nuit debout n'a pas fait que libérer la parole, le mouvement montre l'attente et l'audience qui existent pour une critique radicale de ces politiques.

Mais ces avancées et la contre-offensive qu'elles provoquent confrontent Nuit debout à de nouveaux enjeux. Car dans la réalité, rien n'a encore changé.

Merci patron?

Le premier enjeu, sans doute le plus immédiat, est le mouvement contre la loi travail. Son développement est une nécessité pour l'avenir de Nuit debout. Sans cela, les occupations de place risquent de devenir des îlots isolés de la majorité de la société, des agoras qui tournent à vide où les mains qui s'agitent deviendraient les gestes stériles d'un théâtre de marionnettes.

Inversement, Nuit debout peut jouer un rôle. Les places pourraient devenir le lieu où convergent, secteur par secteur, les équipes syndicales combattives qui veulent organiser le bras de fer avec les patrons et le gouvernement. Sur la place de la République à Paris, « Hôpital debout » a organisé une assemblée, les intermittents et précaires ont fait de même comme certaines facs mobilisées. Il nous faut « CheminotEs debout », « PostierEs debout », « BTP debout », « Dockers debout »... Cela accélérerait deux autres niveaux de la convergence. La convergence entre secteurs d'une part et leur convergence avec les autres fronts de la lutte, mal-logés, migrantEs, écologie, etc. d'autre part.

Il ne s'agit bien sûr pas de faire des places occupées le substitut de l'organisation indispensable, lieu de travail par lieu de travail, fac par fac, lycée par lycée, quartier par quartier mais de rompre l'isolement des équipes combattives et les coordonner dans l'action commune. Et de relier les débats généraux qui se tiennent sur la place aux problématiques concrètes de la lutte.

Pour aider à cela, les échéances existent : le 23 avril, journée de mobilisation contre le Medef; le 26 avril, grève des cheminots; le 28 avril, journée nationale contre la loi travail; le 1^{er} Mai.

Notre démocratie

Ce lien plus organique avec les luttes sera une base pour répondre aux questions soulevées par la contre-offensive lancée contre Nuit debout. La première a trait à la démocratie et la liberté d'expression.



Faut-il accepter que Nuit debout devienne un lieu où viennent s'exprimer le FN, les dirigeants du PS, les patrons... et Finkielkraut et ses pairs? Celles et ceux qui nous écrasent de leur morgue dans tous les recoins de notre vie sociale, du contenu de nos manuels scolaires à l'organisation des étalages du magasin du coin, en passant bien sûr par la dictature du travail? Ou bien Nuit debout est-il le lieu où nous avons décidé de nous battre, c'est-à-dire

de rassembler exploités et dominés pour prendre confiance dans notre force collective, dans le refus de ce qui nous domine, nous exploite et nous aliène? Un lieu où on refuse la moindre légitimité aux débats justifiant

l'inégalité : exploiter, oui mais pas trop, musulmanEs, oui mais pas trop visibles, migrantEs oui mais pas touTEs, femmes, oui mais soumises à la norme... La démocratie réelle, c'est celle qui proclame, dans les faits, l'égalité. La liberté d'expression c'est celle qui permet à touTEs de s'exprimer. Il n'y a pas de jours de fête, des jours de vote et d'expression quand tous les autres sont des jours de domination. Si on veut que participent activement les victimes des violences policières, les places doivent être interdites aux flics. Si on veut que participent celles et ceux qui se prennent dans la gueule tous les jours les politiques racistes, homophobes, sexistes, les places doivent être interdites au Front national, aux comportements homophobes et sexistes. Tout comme les places doivent proclamer la légitimité des grèves et des syndicalistes d'Air France ou de Goodyear, et accueillir comme frères et sœurs de lutte les migrantEs.

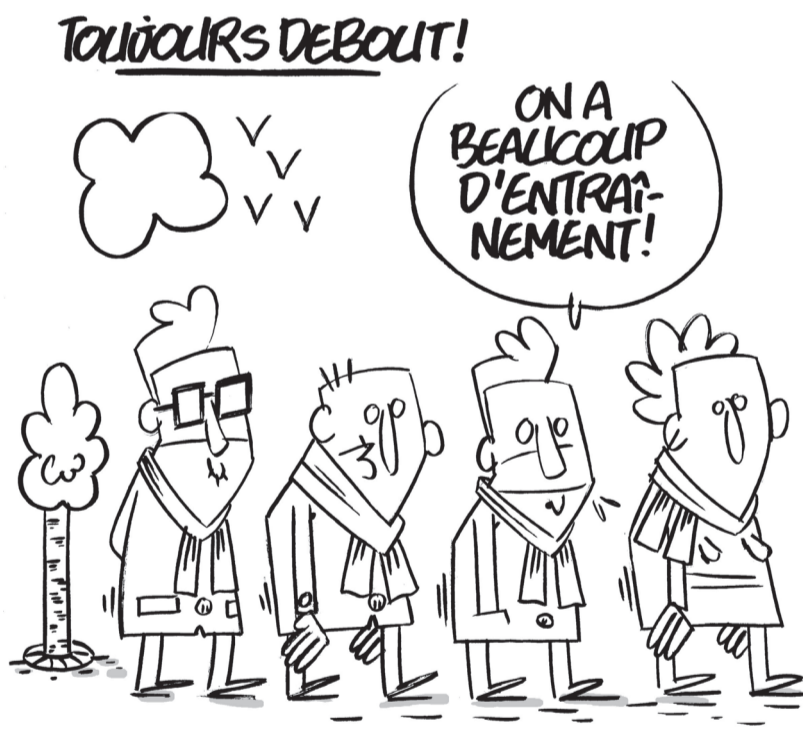
Violence et non-violence

Nuit debout est facteur de troubles. C'est vrai mais pour qui? De troubles à l'ordre public. C'est vrai mais de quel ordre? Des jeunes ont cassé des vitrines de banques. La belle affaire! « Qu'est-ce qui est plus moral, créer une banque ou l'attaquer? », disait Brecht... De quoi parlons-nous? De violence ou des moyens de la riposte? Quand casser

la vitrine d'une banque redonne confiance à des milliers de jeunes dont les parents ont été écrasés, alors cela est juste. Quand casser la vitrine d'une banque marginalise une minorité du mouvement, alors cela n'est pas juste. Ce qui est juste est ce qui donne confiance et entraîne plus largement dans la lutte.

Voilà ce qui devrait être notre boussole. Parce qu'en dernier ressort « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Pas celle d'une minorité. C'est ce qui fait qu'une grève des employéEs de banque sera toujours plus efficace que de l'attaquer de l'extérieur, une révolte de quartier contre les contrôles au faciès plus efficace qu'un traquenard contre les flics. Le mouvement contre la loi travail et l'occupation des places ont créé les conditions pour déplacer le débat du terrain de la morale abstraite à celui de la stratégie de lutte contre un ordre qui domine par la violence les corps et les idées. Ce n'est pas un hasard si, en plus du débat sur la violence, l'assemblée sur la place de la République a aussi commencé à aborder des questions comme celle de la révolution... Pour que ces débats avancent, il faut que la lutte se développe et s'élargisse. Parce qu'on sera plus intelligentEs à des millions qu'à des milliers. Et plus fortEs. Debout. Alors la peur commencera vraiment à changer de camp.

Denis Godard



DES «NUITS DEBOUT» PARTOUT!

Malgré les périodes de vacances successives, le phénomène ne faiblit pas... Plus de 70 villes debout la nuit, certaines depuis plusieurs semaines, d'autres depuis quelques jours.

Un mouvement national...

Venu de loin mais ancré place de la République, il a ensuite enflammé plusieurs grandes villes, avant de s'étendre à une partie des régions, comme en Bretagne ou dans l'ensemble de l'Île-de-France ou dans des villes moyennes comme Alençon, Blois, Chambéry et bien d'autres. Plusieurs facteurs à cela. L'hyper violence policière, légalisée depuis la mise en œuvre de l'état d'urgence, a largement suscité l'organisation de la résistance à la répression à l'échelle du territoire, et d'abord dans les villes fortement impactées par cette brutalité : à Nantes, Toulouse, Lyon, Grenoble, Rouen... Dans le même

temps, l'exigence du retrait de la loi scandaleuse sur le travail donne un objectif palpable, unifiant ceux qui ont du travail, ceux qui n'en ont pas ou plus, un peu ou pas encore...

De plus, le rôle de la Coordination des intermittents et précaires, forgée à des luttes radicales et originales, est dans « Nuit debout » un facteur de dynamisme à Montpellier, Avignon, Marseille, Toulouse, Grenoble...

Tout cela fabrique le « commun » de ces Nuits debout : un commun festif, jeune, hors des clous de la contestation et des organisations traditionnelles, pratiquant la bienveillance entre les participantEs dans les AG et les commissions, dans une démarche de plus

en plus politique contre les racismes, le gouvernement, les institutions, la loi travail et très souvent anticapitaliste.

... planté dans les réalités locales

Les résistances et/ou les pratiques militantes locales sont « la chair » des AG, des commissions. Ainsi, à Tarbes, c'est le refus de la privatisation des barrages hydrauliques dans les vallées pyrénéennes qui s'invite dans les débats et les actions. À Saint-Denis, ce sont les militants qui luttent ensemble depuis des années pour les réfugiéEs, le logement, la culture, qui ont lancé l'initiative des premières nuits. À Grenoble, issues des AG étudiantes et lycéennes, des jeunes diplômés, des

intermittents mais aussi des militantEs contre le mal-logement, des squats, avec l'implication de Solidaires et de militants NPA, les Nuits debout sont au début profondément marquées par la sauvagerie de la violente répression policière et judiciaire du 31 mars. Une prise de conscience concrète et massive, qu'il fallait être aussi solidaires et organisés entre nous que les différentes institutions (y compris la mairie) l'avaient été et l'étaient entre elles. Une prise de conscience aussi, grâce aux témoignages, que la répression raciste, hyper violente, était le quotidien de la vie des Roms, d'une partie des habitantEs des quartiers populaires tout proches, des sans-logement...

Une prise de conscience aussi qu'il y avait des résistances grenobloises multiples. Pas de « convergences des luttes » possible sans connaissance des acteurs et de la culture de ces luttes. Avec enfin, portée par une association locale, l'adoption d'un communiqué de soutien aux insurgéEs de Mayotte. Aujourd'hui, le débat d'AG porte sur la concrétisation de la participation de Nuit debout à la manifestation du 28 avril. Avec la conviction de plus en plus partagée que le rejet de leur monde passe par la victoire contre la loi travail et qu'il n'y aura pas de « rêve général » sans mobilisation de toutes et tous, ni sans grève, générale elle aussi!

Roseline Vachetta

MISE EN PRATIQUE DE LA « CONVERGENCE DES LUTTES »

Le mouvement Nuit debout, dès sa genèse à la suite de la manifestation interprofessionnelle du 31 mars, a tenté de répondre à une préoccupation : comment faire converger nos luttes, comment aller vers le tous-ensemble pour le retrait de la loi travail ?

C'est devant l'incapacité des directions syndicales d'appeler à une grève reconductible, d'appeler à un mouvement plus fort que de simples journées isolées qu'est né le mouvement Nuit debout. « On ne rentre pas chez nous » parce que cela ne suffira pas, a été le premier constat de Nuit debout. Un mouvement qui s'est prolongé depuis près de trois semaines maintenant. Si le mouvement va bien plus loin que le seul retrait de la loi, celle-ci reste au cœur du mouvement, tout comme la jonction entre les différents secteurs qui luttent.

À Paris, le mouvement s'est rapidement doté d'une commission « Convergence des luttes » et d'une autre « Grève générale », l'une et l'autre répondant à la convergence à en invitant des secteurs en lutte sur la place de la République. De ce point de vue, le « Meeting des luttes » organisé sur la place après la manifestation du samedi 9 avril, en invitant des syndicats mais aussi des salariéEs de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP), de Sanofi,

de La Poste ou encore de la SNCF, a permis de faire franchir un cap au mouvement.

Ces commissions proposent aussi des actions de « convergence des luttes » : il y a deux semaines, les actions de

soutien aux cheminotEs à la gare de Saint-Lazare, puis le lendemain à la gare Montparnasse, ont été particulièrement médiatiques, et il n'y a pas un seul jour où une distribution de tracts sur tel commerce ou telle entreprise n'est proposée à l'assemblée générale.

de leur statut, et depuis leur AG massive du 4 avril au théâtre de la Colline, leur mobilisation s'est aussi conjuguée avec celle de République, donnant un visibilité à leur participation par des pancartes, banderoles, prise de parole au mégaphone...



Discuter oui, préparer la grève générale aussi! PHOTO:THÉÂTRE ROUGE / JMB

«Hôpital debout» et intermittentEs

Si sur des journées spécifiques (comme le « forum des luttes » qui s'est tenu dimanche 10 avril), un ensemble de secteurs viennent prendre part à l'occupation de la place de la République, deux secteurs y ont pris une place beaucoup plus importante.

Ainsi dès le 31 mars, les salariéEs de l'AP-HP avaient créé un « Hôpital debout », et depuis ce jeudi 14 avril, celui-ci s'est matérialisé sur la place avec une tente et des prises de paroles : pour discuter la réforme Hirsch, du manque criant de budget dans le secteur de la santé, etc. De la même façon, les intermittentEs ont pris une place très importante dès le début de Nuit debout, intervenant régulièrement dans les AG pour discuter

Vers la grève générale?

En parlant de convergence des luttes, on aurait parfois tendance à oublier que les participantEs à Nuit debout sont aussi en majorité des travailleurEs souvent précaires, au chômage, à temps partiel, assez éloignés des « bobos » auxquels veulent nous faire croire les médias. Le principal problème à cette convergence, c'est que des secteurs mobilisés, en grève, se comptent sur les doigts d'une main. La condition pour que Nuit debout devienne véritablement ce à quoi le mouvement aspire, un lieu de centralisation des luttes, c'est le développement d'une grève reconductible, ce que tous les participantEs de Nuit debout appellent de leur vœux. Une grève générale!

Mimosa Effe

LES « BANLIEUES DEBOUT! »

Après le samedi 9 avril où des militantEs des banlieues comme Amel Bentoussi et Almany Kanouté sont intervenus à République, a été lancé un mouvement « Banlieues debout » qui se soucie que l'occupation des places passe le périphérique dans la région parisienne, et se développe dans les quartiers populaires...

Et de fait quelque chose a démarré : des Nuits debout se développent dans de nombreuses villes de Seine-Saint-Denis (93), du Val-de-Marne (94) mais aussi dans l'Essonne (91), en Seine-et-Marne (77) ou à Vaulx-en-Velin, dans la banlieue lyonnaise. Mais ces Nuits debout ont des visages, des formes d'organisation et des préoccupations différentes, et de celle de République, et entre elles, selon les dynamiques qui les ont impulsées et l'écho qu'elles rencontrent.

Ainsi, « On a bloqué nos lycées et organisé une assemblée générale interlycéenne dès le 9 mars », a témoigné Henni Darrat, en première au lycée Eugénie-Cotton à Montreuil. « Je vais à la place de la

République tous les soirs depuis qu'ils ont lancé le mouvement et j'ai rapporté l'idée de faire une Nuit debout dans ma ville, pour répondre à l'appel de faire émerger ce mouvement dans les banlieues. » À Montreuil, la première Nuit debout qui s'est tenue le vendredi 8 avril a réuni 300 personnes.

À Saint-Denis dans le 93

L'appel à une Nuit debout dionysienne a été lancé le 11 avril... après une soirée passée avec une trentaine de militantEs encerclés par la police, et une quarantaine d'autres venus les soutenir, tous dénonçant la venue en catimini de Hollande à la Maison d'éducation de la Légion d'Honneur,

le symbole le plus criant de l'inégalité d'accès à l'éducation dans le 93 ! Cet appel a été signé par les unions locales et des structures syndicales de la CGT et de Solidaires, des associations de sans-papiers, de parents d'élèves, des collectifs en lutte pour le logement, le MRAP, ainsi que par des organisations politiques (AL, NPA, Ensemble, PCF).

Outre les réseaux sociaux, la popularisation de l'initiative a été faite par des distributions de tracts aux métros faites par l'Interpro (un regroupement de militantEs de différents secteurs qui se sont réunis à plusieurs dizaines à l'appel des unions locales CGT, SUD et FO, le 31 mars, le 5 et le 12 avril).

Dans des barnums prêtés par la mairie, on a installé un espace enfants, une cantine et des ateliers artistiques animés par des militantEs de l'Interpro et des volontaires. Autour de 500 personnes se sont retrouvées, avec des interventions à l'image d'une ville où la lutte est une question de « survie » : des parents d'élèves qui avaient occupé les écoles puis pique-niqué à plus de 150 au même endroit le matin même pour revendiquer les 400 enseignantEs qui manquent pour assurer les remplacements dans les écoles du 93 ; les collectifs de sans-papiers ; les salariéEs d'une maison de retraite qui démarraient une grève le lendemain contre le mépris et la violence managériale ; des enseignantEs ; des

mal-logés ; des étudiantEs de Paris 8 mobilisés depuis un mois contre la loi travail...

Pour le moment, ces luttes se juxtaposent, et leur convergence est un enjeu vital pour construire un rapport de forces global mais aussi pour obtenir des victoires pour chacune. Se retrouver au même endroit est une première étape de convergence, nécessaire mais pas suffisante. Car la convergence se construit autour de revendications qui unifient dans le combat contre un adversaire commun. L'intervention des militantEs du NPA vise à participer à l'émergence de cette conscience commune. Prochain rendez-vous dionysien le mercredi 20 avril.

Cathy Billard

« SOYONS RÉALISTES, DEMANDONS L'IMPOSSIBLE! »

Chamboulant les agendas des organisations politiques, bousculant les conservatismes les plus enracinés, l'irruption des mouvements sociaux sur la scène publique pose aux révolutionnaires un questionnement permanent sur leur utilité, leur légitimité, et la place qu'il leur est échue. « Visionnaires » illuminés, dix pas en avant des masses, simples accompagnateurs acritiques... ou participants à égalité avec des milliers d'autres.

La plus grande erreur que pourraient faire les anticapitalistes par leur intervention dans le mouvement Nuit debout, serait de penser qu'ils n'ont rien à apprendre « des autres ». Que leur engagement militant permanent et leur culture politique les exonéreraient d'interroger leurs certitudes et leurs recettes. Chaque expérience possède sa propre dynamique, ses rythmes de politisation et progresse (ou pas) dans ses capacités à répondre aux questions et aux défis qui lui sont en permanence posés.

Nuit debout n'échappe pas à la règle, et a su en quelques jours seulement se doter d'instruments de contrôle et de gestion collectifs lui assurant une continuité de l'occupation de la place de la République, et la tenue quotidienne d'assemblées générales de très bonne qualité. Des commissions se sont constituées : elles posent les jalons d'une autre forme démocratique d'une société débarrassée du capitalisme. Au

fil des jours, les débats sont plus précis : des questions telles que le rapport à la violence, l'oppression et l'exploitation spécifiques des femmes, le refus du machisme et des propos sexistes, la parité des interventions à la tribune, la solidarité avec les migrantEs et sans papiers, l'écosocialisme... sont chaque jour traitées.

Ni donneurs de leçons, ni « récupérateurs », ni spectateurs

L'alternative à la politique des organisations traditionnelles et aux échéances institutionnelles se traduit par une véritable volonté d'émancipation. Quoi qu'on puisse en penser, la mise en place d'une commission planchant sur l'établissement d'un projet d'assemblée constituante, si elle n'est aujourd'hui qu'une utopie, indique les préoccupations riches pour l'avenir d'un mouvement qui désire vraiment transformer de fond en comble la

société et en finir avec le système capitaliste.

Alors laissons les prédictions autoréalisatrices à celles et ceux qui espèrent avant tout frileusement voir le mouvement rentrer dans leurs grilles de lecture et leurs certitudes inoxydables... Les révolutionnaires ne doivent nourrir aucun complexe, et se sentir parfaitement à l'aise dans le mouvement. Ni donneurs de leçons, ni « récupérateurs », ni spectateurs, nous devons nous jeter sans recul dans un des épisodes les plus enthousiasmants depuis bien longtemps.

Quelle que soit l'issue de l'importante bataille pour le retrait de la loi travail, les milliers de jeunes et moins jeunes qui ont goûté aux joies de l'émancipation, de la réappropriation des places publiques, de l'apprentissage de la démocratie directe, en sortiront plus forts, plus déterminés, et plus que jamais décidés à continuer le combat.

Alain Pojolat



À République le débat est dans la place. PHOTO:THÉÂTRE ROUGE / JMB

QUÉZAC (48)

« Ne pas lâcher le morceau »

Entretien. *Pascal Frazzoni est secrétaire CGT à l'usine d'eau minérale gazeuse de Quézac en Lozère.*

Où en est la situation ? Que veut Nestlé ?

Depuis janvier 2015, Nestlé veut vendre l'usine. Leur première tentative l'été dernier avait échoué. Il y a une deuxième tentative cette année, et un contrat d'exclusivité a été signé entre Nestlé Waters et M. Lacaze, le patron de l'Eau du Mont-Roucou. Il faut savoir que l'usine est rentable et que, pour le site, le groupe a touché au titre du CICE 93 000 euros en 2015 et 130 000 en 2016. Le comité d'entreprise a mandaté un cabinet d'experts-comptables pour analyser son business plan à 3 ans et celui-ci n'est pas acceptable.

Quel est le problème avec l'offre du repreneur ?

Le rapport sera officiellement remis le 22 avril au cours d'un CE extraordinaire. On a analysé le plan de reprise sur 3 volets : industriel, marketing/commercial et social. Au niveau industriel, Lacaze veut investir 300 000 euros pour passer de 19 000 bouteilles par heure à 27 000. Mais pour passer à cette cadence, il faudrait investir 3 millions.

Au niveau marketing et commercial, il maintient les pubs télé, les 40 % du volume en promotion (notamment dans les supermarchés). Mais on passe des 170 commerciaux du groupe Nestlé Waters à seulement 15 de l'Eau du Mont Roucou. Il y a donc une crainte sur les commandes.

Enfin, le pire est sur le volet social, on passerait de 53 CDI à 30. En fonction des accords mobilité, certains pourraient aller dans d'autres usines Nestlé, notamment chez Perrier, à Vergèze, à deux heures de route... Il y aurait aussi des départs en préretraite. Les 10 intérimaires ne seraient pas non plus gardés.



Les salariéEs ne veulent pas être sacrifiés. DR

Le repreneur veut aussi liquider tous nos acquis sociaux, notamment en baissant nos salaires de 1000 euros par salarié et ça pour nous, c'est inacceptable. Même si Nestlé serait prêt à nous faire un chèque pour compenser pendant X mois le manque à gagner.

Quel est l'état d'esprit des salariéEs du site depuis le début des négociations ?

Ils nous disent de ne pas lâcher le morceau. Chez nous, la CGT fait 74 % et a les trois élus au comité d'entreprise. Tant qu'on ne signe pas, la vente ne se fait pas, et donc la casse sociale n'a pas lieu.

Propos recueillis par un correspondant

Pétition de soutien : <https://www.change.org/p/soutiens-aux-salariés-de-quezac-soutien-aux-salariés-de-l-usine-d-eau-minérale-gazeuse-de-quezac-en-lozère>

CONGRÈS DE LA CGT

Des contradictions évidentes

Le 51^e congrès de la CGT s'est ouvert à Marseille lundi 18 avril au cœur de la mobilisation contre la loi travail...

Une mobilisation dans laquelle la CGT a pris une place prépondérante, ce qui place la direction confédérale en position favorable. Une direction qui peut aussi se féliciter d'avoir réussi à éviter un congrès exceptionnel dans la foulée de l'affaire Lepaon.

Martinez à la recherche du consensus

Petite mais bonne surprise avec l'ouverture du congrès par la chanson de Georges Moustaki « Sans la nommer », faisant l'apologie de la révolution permanente... Dans son rapport d'ouverture, le secrétaire général Philippe Martinez a fait un large tour des motifs de révolte et de mobilisations : Goodyear, Air France, loi travail, sans-papiers, répression des militantEs, fermeture des locaux syndicaux... Pour embrayer sur une critique virulente de la politique internationale du gouvernement, y compris le soutien à Israël dans l'écrasement du peuple palestinien, et affirmer le soutien à la mobilisation à Mayotte.

Revenant sur la mobilisation contre le projet de loi El Khomri, Martinez a mis en question la stratégie du « syndicalisme rassemblé » (dont la seule évocation provoque des sifflets) et évoqué la nécessité de mettre en débat la grève, voire la grève reconductible, dans les assemblées générales de salariéEs, avant d'engager l'ensemble des militantEs à mobiliser le plus largement possible les 28 avril et le 1^{er} mai.

Pour finir, le secrétaire général a relancé le débat sur la structuration de la CGT afin de répondre à la nécessité de donner à toutes les



À Marseille, interrogations collectives... PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB

couches de salariéEs la possibilité de rejoindre le syndicalisme.

Que fait la confédération ?

En fait, cette ouverture de congrès semble déconnectée de la mobilisation en cours et du nécessaire débat sur la stratégie de lutte, et de la prise de responsabilité de la CGT dans cette mobilisation. Une critique largement reprise dans les interventions des déléguéEs lors du

débat sur le rapport d'activité. Malgré la remise à l'ordre du jour de la posture de citadelle assiégée au regard des déclarations de Gattaz, cette réalité s'est traduite par un taux de rejet inédit du rapport d'activité, avec 33,1 % de contre et 13 % d'abstention.

La présentation d'une déclaration du congrès sur la suite de la mobilisation ne comblera probablement pas complètement ce fossé, tout en restant dans le domaine d'un affichage sans conséquences pratiques. La CGT avait réussi à stopper la chute des effectifs et de sa représentativité. L'affaire Lepaon et sa fausse conclusion ont remis en cause ce modeste rétablissement. Les critiques

qui ressortent des interventions relèvent à la fois de l'orientation jugée souvent timorée que des atteintes à la démocratie syndicale, certaines liant clairement les deux dimensions. Dans ce domaine, il n'est pas sûr que la conclusion d'un représentant du syndicat SNAM-CGT, « Pour que tous s'engagent pleinement, peut être nous devons régler définitivement la question de l'illettrisme », ait été comprise dans toutes ses conséquences... Quand le nombre d'adhérentEs stagne à moins de 700 000 adhérentEs, les questions sur la perte de la première place par la CGT dans la hiérarchie syndicale cristallisent les interrogations sur sa stratégie.

Robert Pelletier

L'applaudimètre des invitéEs du jour est toujours un élément d'appréciation des congrès CGT. Lundi, au milieu des applaudissements traditionnels saluant pêle-mêle Thibault, Viannet, Ségué, LO, le PG (dont Mélenchon), l'Unef et la FSU, le représentant de la CFDT a été largement sifflé et hué, et celui du PS a soulevé une véritable bronca ponctuée de « Retrait de la loi El Khomri ! ».

INTERMITTENT-E-S, CHÔMEUR-E-S, PRÉCAIRES Face aux attaques,

Si la loi travail précarise les travailleurEs, elle s'attaque aussi à celles et ceux qui travaillent de manière discontinue ou qui subissent le chômage. Le problème pour les plus précaires d'entre nous, c'est que cette réforme s'articule dans un cadre d'attaques coordonnées contre les droits des plus fragiles parmi la classe des travailleurEs.

Dans le même temps, le gouvernement et le Medef tentent d'imposer une diminution des indemnités chômage, ce qui frappera les chômeurEs, les intérimaires, les saisonnierEs et les intermittentEs. La renégociation de la convention collective du cinéma d'animation projetée d'aligner les salaires vers le bas, et la récente loi

« création, architecture et patrimoine » prévoit de remplacer des artistes par des amateurEs nos rémunérés dans les spectacles professionnels.

Le démarrage d'une lutte qui doit encore se construire

Depuis début avril, les assemblées générales se sont multipliées dans toute la

PARIS 20^e

Lancement de la campagne #jeluttecontrelacensure

Pour saisir les tenants de cette campagne, rappelons brièvement les faits : le 8 mars 2015, des projections-débats à la mairie du 20^e organisées par l'adjointe de la maire à l'égalité hommes-femmes avaient été annulées sur injonction de cette dernière, Frédérique Calandra...

La maire ne supportait pas l'idée d'une intervention dans son fief de l'une des invitéEs, la militante antiraciste et féministe Rokhaya Diallo. La polémique ayant enflé aboutit à un article dont le ton sarcastique comme les questions de fond qu'il aborde ont mis la maire en fureur¹.

Une cascade de plaintes en diffamation s'ensuit, visant tant la responsable légale du site LMSI,

Sylvie Tissot, que des militantes du collectif 8 mars pour toutes, également coupables d'un écrit lèse-Calandra, et in fine Rokhaya Diallo elle-même!²

Des débats pluralistes nécessaires

Depuis, la résistance contre l'autocrate... (censuré) énergique et islamoph... (censuré) laïque maire du 20^e a commencé à s'organiser. La campagne #jeluttecontrelacensure a été lancée ce 14 avril par le collectif de soutien

aux personnes poursuivies « Légitime Défonce » (allusion aux rodomontades de la maire se targuant de sa capacité à « défoncer » Rokhaya Diallo).



Rokhaya Diallo persona non grata à la mairie du 20^e arrondissement. DR

Bien entendu, il s'agit d'abord d'aider Frédérique Calandra à retrouver la raison et, donc à retirer ses plaintes. Mais au-delà, la campagne entend « rappeler la nécessité de débats pluralistes sur les féminismes, les antiracismes et la laïcité ». Il n'est en effet pas possible de laisser sans réagir un éluE s'accaparer sans vergogne le contrôle de la parole publique sur des questions dont il n'aura échappé à personne qu'elles clivent fortement la société. Cela nous concerne touTEs.

François Brun

1- L'article incriminé : <http://lmsi.net/federique-et-rokhaya-sont-en>

2- Pour plus de détails,

lire aussi <http://lmsi.net/8-mars-pour-toutes-lmsi-rokhaya>

FORD BLANQUEFORT (33)

Convoqués par la police!

Quatre salariés ont été convoqués ces derniers jours au commissariat de police de Bordeaux après deux plaintes de Ford pour deux manifestations sur le stand de la multinationale au Mondial de l'auto en 2012 et 2014...

«Violences aggravées en réunion», voilà ce qui est reproché aux manifestants. C'est grotesque mais, en même temps, cela montre jusqu'où peut aller la logique de répression contre le mouvement social, et la volonté de gouvernement et du patronat de faire taire toute contestation.

Les actions au Mondial de l'auto à Paris étaient un rendez-vous annuel depuis 2008. À chaque fois, nous y manifestions pour rendre visible la lutte pour nos emplois et l'avenir de l'usine, cela sur les lieux mêmes de cette belle vitrine des constructeurs automobiles où sont exposés les véhicules flambant neufs... fabriqués par des salariés qui subissent les reculs sociaux divers, en particulier les plans de suppressions d'emplois. Ford n'a jamais supporté ces manifestations : effectivement, nous envahissions le stand, l'occupions pendant une heure environ, refaisions la décoration à coup d'autocollants, tout cela dans une ambiance festive à grands coups de confettis. L'objectif est de nous faire entendre, de mettre la pression en touchant à l'image de Ford. La médiatisation importante de ces actions nous a permis d'être au moins un peu efficaces. En tout cas, aujourd'hui, même si l'avenir reste flou, nous sommes toujours là, des centaines d'emplois ont été sauvés.

Une accusation vide de chez vide...

Mais Ford ne lâche pas et veut régler des comptes, voulant sans doute atteindre notre détermination pour la suite, ce qui n'augure pas de bonnes intentions de sa part. Mais l'offensive judiciaire de Ford ne repose sur rien : des photos de manifestations récupérées sur le site de la CGT-Ford, notamment celle où l'on voit cinq salariés sur une voiture exposée brandissant bandeaux et tee-shirts «Sauvons les emplois», où celle où l'on voit les voitures recouvertes de ces mêmes bandeaux. Rien ne montre une quelconque dégradation, de l'agressivité. Aucune image, aucune vidéo, aucun son ne démontre ce que Ford affirme aujourd'hui. Pourtant les médias étaient là, nombreux. Concernant la voiture prétendument dégradée («capot légèrement enfoncé»), il y a certes eu un constat d'huissier, avec un document confirmant la réparation... mais en mars 2013, soit 6 mois plus tard! Les deux plaintes de Ford concernent les cinq mêmes salariés, en 2012 et 2014... Or deux d'entre eux n'étaient pas à l'action de 2014! Dans le déroulé des manifestations, il n'y a rien qui démontre que les salariés visés auraient fait quoi que ce soit. Tout est à l'avenant, sans aucune preuve, ni sérieux. Et pourtant...

Les auditions ont duré deux heures et demie pour les deux premiers salariés. Les questions ont porté sur la volonté ou pas de dégrader, sur la préméditation de nos actes, sur le pourquoi et le comment de nos actions, sur son financement, sur l'existence d'un meneur...

À vouloir ainsi parler de dégradation en manifestation, le parquet ne parle pas de la casse

sociale provoquée par Ford, des 2000 emplois perdus ces dernières années, de la violence et des conditions de travail dégradées, des policiers qui nous ont gazés avant la manifestation, qui ont voulu nous interdire l'entrée du Mondial

de l'auto, qui nous ont fouillés pour prendre nos stocks d'autocollants et de confettis... En fait, ce sont les véritables problèmes que l'on veut ainsi cacher.

Philippe Poutou



C'est pas plus joli comme ça? PHOTOÉQUE ROUGE / JMB

FONDERIES DU NORD - HAZEBROUCK (59)

Victoire pour les trois salariés réintégrés

Après une mobilisation importante, en particulier de la CGT, le patron de cette entreprise de métallurgie a été obligé de réintégrer les trois salariés qu'il menaçait de licenciement pour «faute grave» : avoir fait grève le jeudi 31 mars (voir l'Anticapitaliste n°331)!

«Après avoir longuement réfléchi, j'annonce que j'ai décidé de renoncer purement et simplement au projet de licenciement pour faute grave», a-t-il dû écrire dans une lettre adressée aux délégués du personnel de l'entreprise... Un rétropédalage accompagné d'une justification a posteriori de la scandaleuse décision qu'il avait prise quelques jours plus tôt : «Je n'ai pas supporté que trois personnes de l'entreprise, quand tout le monde est sur le pont pour défendre ce qu'il nous reste, choisissent, au plus mauvais moment, de quitter le navire pour aller manifester contre cette mesure. Je n'ai pas supporté ce décalage entre la réalité dans

laquelle nous nous battons et cette atmosphère de rébellion que je ne comprends pas.» Ou quand les prétendus intérêts de l'entreprise permettent d'attaquer le droit de grève...

Solidarité!

Si ce patron a dû en ravalier, c'est parce que contre lui, la mobilisation en solidarité avec les trois travailleurs a été plus que conséquente.

Ainsi, vendredi 8 avril, jour de la convocation «à un entretien préalable à licenciement éventuel pour faute grave», le rassemblement appelé par la CGT devant la fonderie a réuni plus d'une centaine de militantEs, tout cela avec le soutien des travailleurs des entreprises locales, de la population, et même des pompiers. Pneus brûlés, pétards...

Le mécontentement était visible... jusqu'au domicile du patron situé à proximité de la fonderie, domicile dont les grilles ont été redécorées avec des affiches contre la loi travail.

Un épisode bien révélateur : avec la perspective de la future loi El Khomri, les patrons se lâchent... Mais le monde du travail résiste!

Correspondant



Vendredi 8 avril, devant la fonderie, ça chauffe! DR

HÔTEL CAMPANILE
TOUR EIFFEL (75)

«Campanul en social»

La semaine dernière, Philippe Poutou et une délégation du NPA sont allés soutenir des salariéEs de l'Hôtel Campanile Tour Eiffel à Paris, salariéEs en lutte pour faire respecter leurs droits face aux abus incroyables de leur patron.

Depuis près d'un mois, 13 salariéEs sur 14 (à part le directeur de l'hôtel...) se sont lancés dans un mouvement de grève. Elles et ils sont ensemble, femmes de chambres, réception, veilleur de nuit, administratifs, à assurer une présence tous les jours devant leur lieu de travail, avec banderole, table et tracts. Depuis trop longtemps, la direction de la chaîne Campanile vole les salariéEs en ne payant pas les heures de travail effectuées : il n'y a aucun pointage, et pas plus de relevé d'heures de travail!

Les salariéEs qui nettoient les chambres sont surexploitées, employées par une société sous-traitante, en temps partiel, avec des pressions pour travailler en dehors de leurs heures, avec le chantage à la mutation en cas de



Jeudi 14 avril, lors de la visite de soutien du NPA. PHOTOÉQUE ROUGE / JMB

refus, mutations souvent loin, pour lesquelles on est prévenue au dernier moment, et avec des transports non payés bien évidemment...

Des salariéEs debout!

Les salariéEs subissent ces abus et cette surexploitation depuis longtemps. Ils se sont lancés dans la lutte encouragés sans doute par les grèves victorieuses dans d'autres hôtels parisiens, aidés par une équipe militante CGT des «hôtels de prestige et économiques», et par une solidarité et une coordination qui se renforce.

Ces salariéEs gardent le moral. Ils savent qu'ils dérangent fortement leur patron qui a dû fermer l'hôtel depuis plusieurs jours. Ils ont aussi saisi la justice pour dénoncer le non-respect du code du travail et devraient obtenir satisfaction. Du soutien arrive, y compris financier ou par messages. Enfin, elles et ils ont participé aux Nuits debout, pour parler de la dignité, de leur lutte, et du tous ensemble.

Cette visite de soutien leur a fait du bien... et nous a fait du bien.

Correspondants

Pour les soutenir, leur page Facebook, <https://www.facebook.com/profile.php?id=100011702015911&fref=ts>

construire la mobilisation

France, initiées par les coordinations d'intermittentEs et de précaires et parfois les CGT Spectacle et CGT Chômeurs. Composées principalement d'intermittentEs, ces AG à participation conséquente montrent qu'une inquiétude existe chez les précaires concernant leur avenir. Ces AG ayant pour l'instant un caractère plutôt informatif doivent, en plus, devenir un point d'appui pour la construction de la mobilisation.

La volonté de se structurer avec des commissions et des comités de mobilisation, est positive et nécessaire pour ne pas rester dans l'entre-soi militant et informer, motiver et permettre à nos collègues et nos voisinEs de file d'attente chez Pôle Emploi

de comprendre la gravité des attaques et la nécessité d'y résister.

Se donner les moyens de gagner

À la lumière de la lutte de 2014, il est devenu incontestable que la grève est le seul moyen efficace pour faire reculer le Medef et ses alliés. Cependant, dans un milieu extrêmement précarisé et parfois éclaté dans de toutes petites structures, cette question est délicate, et il est nécessaire de trouver des solutions collectives aux problèmes concrets qu'elle soulève.

La solidarité des travailleurEs moins précaires ainsi que la construction de caisses de grève devront être rapidement envisagées pour pouvoir mettre en grève

de façon massive les représentations, les concerts, les tournages, les émissions de télé et les festivals.

Ce que nous défendons, nous le défendons touTEs ensemble

En 2014, notre lutte a permis de faire reculer le gouvernement sur plusieurs points de la convention Unedic. Il faut reconnaître que, hormis quelques journées de grèves à la SNCF et quelques grèves locales, notre isolement politique était réel.

Alors que la jeunesse est mobilisée contre la loi travail depuis un mois et demi appuyée par des journées de grèves interprofessionnelle assez massives, il existe aussi d'autres luttes qui s'organisent pour résister aux

attaques que nous subissons de la part des capitalistes et leurs alliés.

À la SNCF, la mobilisation pour la défense des conditions de travail ainsi que la radicalité et l'endurance qui se dégagent du mouvement Nuit debout sont des appuis concrets qui permettront d'enfoncer ensemble un coin dans la système capitaliste.

Malgré tout, pour donner une teneur réelle à la convergence des luttes, nous ne ferons pas l'impasse sur la construction de la lutte.

Simon Ailbé



Les Nôtres**Claude Jacquin-Gabriel: internationaliste jusqu'au bout**

Nous avons connu Claude Jacquin sous son nom de plume, Claude Gabriel. Né le 21 mai 1947, il s'est éteint dans la nuit du 16 au 17 avril.

Depuis une décennie, il était atteint d'un cancer incurable. Le mal le réduisait parfois au silence, mais dès que possible, il reprenait le fil de ses engagements, continuant à faciliter les relations militantes entre l'Afrique du Sud et la France, analysant l'actualité, menant un débat tenace pour que la gauche radicale intègre les réalités présentes. Jamais, avant la toute fin, la maladie n'a pu le forcer à l'abandon.

Membre de la Ligue communiste révolutionnaire, il a intégré dans les années 1980-1990 la direction de la Quatrième Internationale. Il est resté dans nos mémoires avant tout pour sa solidarité envers le peuple kanak, les liens qu'il a tissés en Afrique subsaharienne et dans le lancement de la publication *Afrique en lutte*. Il a également suivi le travail jeune et les actions de la Qi occidentale, ainsi que des contributions de ses organisations d'Amsterdam.

Claude fait partie des membres de notre génération qui ont maintenu leurs engagements initiaux, tout en cherchant sans cesse à repenser les conditions changeantes de l'action. Sans perdre des yeux l'Afrique, il s'est «recentré» sur la France et l'Europe en intégrant le Groupe Apex-Isast, offrant une expertise aux comités d'entreprises. Son activité professionnelle lui a permis d'acquérir une connaissance en profondeur des évolutions de nos sociétés, et notamment du tissu industriel à l'heure de la mondialisation. Il avait pour constant soucis de faire partager cette connaissance avec des courants radicaux investis sur le terrain syndical, discutant mots d'ordre et perspectives. Claude a participé à la fondation du NPA, puis l'a quitté avec la Gauche anticapitaliste quand celle-ci a rejoint le Front de gauche. Toujours «quartiste», il était membre d'Ensemble!, la «troisième composante» du FdG.

Au cours de sa vie militante, Claude a noué des liens politiques et personnels très forts, comme en témoigne depuis 34 ans: «Il a tant donné sans rien attendre pour lui-même. Il voulait seulement aider». Il était devenu un «tisseur de liens», mettant en contact solidaire mouvements et personnes. Nous nous étions au fil des années un peu perdus de vue, et quand nous avons renoué, c'était d'emblée en amis. Il était déjà malade. Il combattait toujours. L'annonce de son décès à immédiatement suscité des manifestations de solidarité et de tristesse en provenance d'Afrique du Sud, du Sénégal, d'Australie, de Pologne, d'Italie, d'Espagne, du Pays basque, du Portugal, de Suisse, de Belgique... Claude était un internationaliste. L'hommage à sa personne et à son engagement ne peut qu'être international.

Pierre Rousset



Elle prend en compte la «nouvelle situation, marquée fondamentalement par la combinaison de deux facteurs: renouveau des luttes sociales (jeunes dans les universités et les lycées, salariéEs dans les entreprises, mouvement Nuit debout) et rupture de masse avec le gouvernement et le Parti socialiste». Avec l'attaque de trop qui «a fini par cristalliser un ras-le-bol généralisé contre la politique du gouvernement, et plus en général contre la dégradation des conditions de travail et de vie depuis le début de la crise capitaliste en 2008».

C'est bien cette explosion du mécontentement qui explique le succès de la pétition qui a imposé le mot d'ordre du retrait de la loi El Khomri et la journée d'action du 9 mars, à l'initiative des jeunes et des réseaux sociaux. La routine des directions syndicales a été bousculée sans pour autant réussir à imposer un plan de lutte sortant du cadre des journées saute-mouton. «Aussi le cadre national intersyndical CGT/FO/Solidaires/FSU, même s'il est centré sur le retrait ne donne pas un cadre mobilisateur au mouvement.» Ce contexte explique, pour une part, que la mobilisation dans la jeunesse soit restée, malgré la participation de certaines équipes syndicales aux journées du 17 et 24 mars, minoritaire. À cela s'ajoute une répression policière demeurée sans réponse.

Rupture avec le gouvernement et le PS

«L'élément le plus dynamique dans la situation est qu'elle cristallise l'émergence d'un processus de rupture à une échelle de masse et sur la gauche avec le Parti socialiste.» Nous sommes ainsi face à une contradiction «d'un côté il y a un rejet massif de la loi et

plus largement de la politique du gouvernement. De l'autre la confiance des travailleurs et des jeunes en leur capacité de gagner ne semble pas encore être au rendez-vous».

C'est cette contradiction qui donne sa place au phénomène Nuit debout, en tant qu'expression diffuse d'une volonté d'aller plus loin que ce que proposent les directions syndicales, posant aussi la dimension politique du mouvement. Nous y participons activement en y menant à l'intérieur une politique. Celle-ci passe par le fait de pousser à ce que les places deviennent un levier pour la convergence des luttes, «de proposer des actions (manifestations en solidarité avec les migrantEs et les cheminotEs, les actions prévues

Conseil politique national**Le NPA et le mouvement contre la loi travail**

Le Conseil politique national des 16 et 17 avril a mis au centre de ses discussions le mouvement contre la loi travail et notre intervention en son sein. Une résolution politique a été adoptée à une très large majorité, plus de 80%.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

pour ce samedi 23 avril...), mais aussi de prendre part aux débats tels qu'ils ont lieu en y soumettant notre point de vue anticapitaliste et révolutionnaire».

Lutte collective et politisation

«Le mouvement dans son ensemble réhabilite l'idée de la lutte collective et crée une politisation dans une fraction non négligeable de la jeunesse et du monde du travail. Cela ouvre un espace pour l'intervention des révolutionnaires, pour y défendre nos idées sur une société débarrassée de toute forme d'exploitation et d'oppression, mais aussi sur les moyens d'y arriver.»

Nous défendons l'idée d'une grève générale politique, d'un «Mai 68 qui aille jusqu'au bout», seul capable d'inverser

le rapport de forces, en nous appuyant sur la prise de conscience de la nécessité de sortir du cadre institutionnel.

Un joli mois de mai?

La résolution poursuit: «Le mois de mai ouvrira très probablement un deuxième round pour le mouvement à partir de la journée de grève appelée pour le 28 avril et au moment du débat et du vote de la loi au parlement. Nous devons nous donner comme perspective un affrontement prolongé après le 28 avril, de toutes les formes possibles.»

Le mouvement est aussi pour nous toutes et tous l'occasion d'apprendre à combiner une intervention, une politique de parti, avec le mouvement réel, sans plaquer ni mot d'ordre ni étiquette, en prenant toute notre place dans les débats tels qu'ils se mènent.

La nouvelle situation ouvre de grandes possibilités. «Le redéploiement et le développement des comités, secteurs d'intervention du NPA est à l'ordre du jour. Placée au service des mobilisations, du mouvement qui émerge, la candidature de Philippe Poutou à l'élection présidentielle servira simultanément nos tâches de construction.»

Était d'ailleurs aussi à l'ordre du jour la question de la recherche des parrainages d'élus...

Yvan Lemaître

Présidentielle**En campagne avec Philippe Poutou**

Après avoir participé jeudi 14 avril à la matinale de la chaîne de télévision LCP puis apporté le soutien du NPA à la grève des salariéEs de l'hôtel Campanile Tour Eiffel à Paris, notre candidat à la prochaine élection présidentielle était le lendemain à Poitiers pour une réunion publique.

pour le retrait de la loi El Khomri et le mouvement «Nuit debout».

Et une bonne nouvelle...

Après cette intervention, nous avons eu du temps pour le débat, pour que chacun puisse intervenir: sur l'importance de lutter collectivement pour faire changer les choses, mais aussi sur le rôle des «Nuits debout», sur le partage des richesses, sur les choix politiques qui sont fait dans les communes

où on investit en priorité dans la sécurité au détriment des services publics utiles socialement, et enfin sur la puissance du système capitaliste.

Avec en conclusion une bonne nouvelle pour apporter un peu d'espoir: l'annulation de la déclaration d'utilité publique de la LGV Poitiers-Limoges par le Conseil d'État. Une victoire qui montre encore une fois que la mobilisation paie!

Correspondante



A Poitiers, une réunion publique réussie DR

Communiqué de presse du NPA

Disparition de Maya Surduts

Avec la disparition de Maya Surduts, nous perdons une militante féministe hors pair, connue dans de nombreux pays pour son dynamisme, sa détermination et un sens de l'initiative remarquable.

Après son retour de Cuba, au lendemain de Mai 1968, elle s'est investie à fond dans le nouveau mouvement féministe. Elle a été de tous ses combats, notamment en faveur du droit à l'avortement et à la contraception

libres et gratuits, notamment au sein du MLAC (entre 1973 et 1975) ou de la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC), depuis les années 1990, ou contre le viol et les violences.

Contrairement à d'autres féministes, elle a toujours lutté pour l'indépendance du mouvement féministe face aux gouvernements de droite comme de gauche. Elle a milité à différentes reprises dans les organisations de la gauche radicale comme Révolution puis, bien plus tard, au sein de la Ligue communiste révolutionnaire, sans y trouver sa place. Elle a été de celles qui ont toujours cherché à élargir les bases sociales du mouvement



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

féministe en liant ce dernier aux grands mouvements sociaux comme celui de 1995, en organisant la solidarité avec la lutte des salariées (comme par exemple celle des infirmières en 1989), des chômeuses ou des femmes immigrées. Elle se préoccupa de permanence de redynamiser le mouvement féministe en France en suscitant la création de nouvelles associations,

notamment le Collectif national pour les droits des femmes (CNDF) en 1996, dans une perspective très unitaire. Elle n'a jamais mesuré sa solidarité avec les féministes mobilisées ou persécutées du monde entier. C'est pourquoi, dans les dernières années, elle a essayé de mener de front la lutte contre la mondialisation capitaliste, contre le racisme et l'extrême droite, mais aussi contre les intégrismes religieux.

Rien de ce qui concernait le sort des femmes ne lui était indifférent. Et personne ne pouvait rester indifférent face à la forte personnalité de Maya Surduts, dont la mort laisse un vide considérable. Montreuil, le 14 avril 2016

Essai

Stratégie et parti

Daniel Bensaïd, Ugo Palheta et Julien Salingue, Les Prairies ordinaires, 2016, 18 euros

Ugo Palheta et Julien Salingue se sont associés pour remettre au goût du jour une partie méconnue des travaux de notre camarade Daniel Bensaïd. Ils rééditent une brochure de Daniel, initialement publiée par les éditions La Brèche en 1987, en l'accompagnant d'une introduction consacrée à la pensée de Daniel, ainsi que d'une postface consacrée à l'actualité du sujet.

Ugo et Julien nous invitent à nous pencher sur cette contribution écrite en 1986 dans une période désenchantée issue du rendez-vous révolutionnaire raté de Mai 68, un chapitre définitivement clos par les espoirs déçus de son « effet différé », l'élection de François Mitterrand en 1981... Devançant une phase brutale de reflux politique, Daniel a couché sur le papier les premiers bilans politiques afin de garder entrouverte la voie des espérances émancipatrices. De fait, le monde change déjà et bascule progressivement dans un nouveau siècle politique. « *Le grand cauchemar des années 1980* » ne nous apparaît alors plus que comme le prélude à la nuit noire idéologique du début des années 1990. Dès lors, cet écrit peut se relire comme l'amorce d'un travail théorique de réactualisation auquel Daniel se consacra sans relâche. Avec ses questions lancinantes : comment

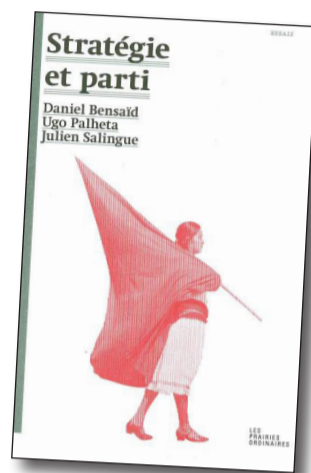
de rien le prolétariat peut-il devenir tout? Comment maintenir, lorsque les couleurs sont passées de mode, une perspective stratégique adaptée, c'est-à-dire un projet de renversement du pouvoir dominant qui permette aux situations révolutionnaires d'aboutir, les poussées venues « du bas » et des divisions du « haut » ne suffisant pas d'elles-mêmes? Comment tirer le meilleur des expériences du passé, de la Révolution russe aux soulèvements antibureaucratiques à l'Est, sans oublier l'apport des révolutions anti-impérialistes?

Trouver le moyen de « recommencer »

Ugo et Julien insistent ainsi sur la persévérance visionnaire de Daniel, une opiniâtreté théorique à l'épreuve des défaites politiques qui n'a jamais été synonyme de conservatisme ou de repli sur soi. À ses yeux, le marxisme ou le léninisme, ne se pouvaient s'envisager que comme des pensées en

mouvement, en perpétuelle remise en question et en quête d'actualisation constante. Daniel était un militant de parti, car il décelait dans cet outil le moyen concret de confronter les idées à la pratique, le souhaitable au réel, le vieux au neuf, et le particulier au global. Un lieu d'« accumulation d'expériences mémorisées » et un espace de médiations entre social et politique.

En déterrant ce texte, Ugo et Julien insistent aussi sur l'importance de la trajectoire théorique de Daniel pour notre courant, en mettant en avant sa déconcertante envie de trouver le moyen de « recommencer » ainsi que son goût communicatif et intact de faire vivre nos idées. Leur phrase liminaire semble écrite de sa plume : « *Comment demeurer communiste dans une époque de défaite en s'évitant la honte d'un reniement qui mène inmanquablement au camp satisfait des vainqueurs?* » Par où recommencer en



effet? Comment écrire une nouvelle page en restant dans le même livre? Dans leur postface, nos deux camarades apportent leur contribution, et rendent ainsi le plus bel hommage que l'on puisse faire à Daniel : perpétuer ses réflexions. **Olivier Besancenot**

Exposition

« De la caricature à l'affiche. 1850-1918 »

Au musée des Arts décoratifs de Paris, jusqu'au 4 septembre 2016



Hier et aujourd'hui, le rôle de la caricature dans la société est le fruit d'une longue histoire, ce que montre cette exposition présentant la relation entre caricature et affiche de la seconde moitié du 19^e siècle au début du 20^e. Une période importante où l'affiche, en particulier publicitaire, connaît un développement important en se professionnalisant, au moment même où l'industrialisation de la presse engendre une prolifération de publications parmi lesquelles les journaux satiriques : *Le Charivari*, *La Silhouette*, *La Caricature*, puis *Le Rire*, *Le Journal pour rire*, *L'Assiette au beurre*, et bien d'autres... Comme le montre cette exposition, les deux histoires sont donc intimement liées.

Les caricaturistes font vendre. Tout au long du 19^e siècle, suivant les régimes politiques, ils affrontent, et se jouent de la censure. Aussi, lorsque les lois sur la libéralisation de la presse et de l'affichage sont votées en 1881 – dans un contexte marqué par les nombreux scandales de la 3^e République, l'affaire Dreyfus, l'anticléricalisme, la critique radicale de la société capitaliste par le mouvement ouvrier... – le nombre des caricatures explose. Dès lors, le succès de ces dessins de presse deviennent de véritables arguments publicitaires, et vont bien vite s'afficher sur les murs des villes, les quais des métros et les gares...

La caricature a donc joué un rôle central dans le renouvellement de l'affiche : en grossissant le trait, la caricature permet un véritable bond qualitatif, un pas certain vers une modernité graphique, comme le montre cette exposition alignant en quelques salles affiches politiques et sociales (de l'anticléricalisme... à l'antisémitisme...) ou publicitaires. Le but n'est donc pas obligatoirement de faire rire mais surtout de marquer les esprits, de capter l'attention. Un exercice dans lequel excellent Adrien Barrère, Henri Jossot, Jean-Louis Forain, Charles Léandre, Léonetto Capiello, Sem ou O'Galop, dont de beaux travaux sont ici présentés.

Plaisir des yeux et de la tête.

Manu Bichindaritz

Autobiographie

Mémoire de fille

Annie Ernaux, Gallimard, 2016, 15 euros

Cet été 1958, Annie Duchesne qui sera plus tard Annie Ernaux, a 18 ans. Pour la première fois, elle quitte ses parents, des petits épiciers normands. Son père, alcoolique et violent contre sa mère qui l'a élevée dans la foi et la morale catholique, lui fait honte. La jeune Annie a décroché une place de monitrice dans une colonie de vacances et se décrit comme « une pouliche échappée de l'enclos, seule et libre pour la première fois, un peu craintive ». Elle « crève d'envie » de découvrir l'amour... Amour, désir, tout se mélange. 1958, la sexualité est un sujet tabou. Intrépide et décidée, Annie se retrouve dans le lit du « moniteur-chef », 22 ans. « *Grand, blond, baraqué, un peu de ventre* ». Cette première expérience sexuelle est un désastre mais elle a osé. Grisée par sa propre audace, elle s'invente un amour



qui n'existe pas, mais auquel elle décide de se soumettre corps et âme. Délaissée brutalement, elle devient un « objet de mépris et de dérision » pour les autres jeunes moniteurs de la colonie dont elle attend tant la reconnaissance. Annie, « étrangère à tout sentiment de dignité », humiliée, enchaîne les aventures allant d'un garçon à l'autre. « *Dix ans avant mai 1968, j'étais sublime*

d'intrépidité, une avant-gardiste de la liberté sexuelle », écrit ironiquement l'Annie d'aujourd'hui, Annie Ernaux. Pour le groupe, Annie est « la putain ».

Le récit restitue sans faux-semblants la confusion des émotions et des sentiments où se disputent la révolte et la soumission, la volonté de vivre libre et le conformisme façonné par son éducation. Il peint ainsi les conflits d'une génération d'après-guerre, témoigne d'une époque.

L'année suivant cet été 58, la honte submerge celle qui est encore Annie Duchesne après la lecture du *Deuxième sexe* de Simone de Beauvoir qui lui donne la force de devenir une autre elle-même à travers une profonde crise personnelle. Le récit se poursuit jusqu'à la fin de l'été 1960, alors qu'Annie, qui a intégré l'École normale, revient de Londres où elle a été jeune fille au pair. « *J'ai commencé à faire de moi-même quelqu'un qui*

vit les choses comme si elles devaient être écrites un jour ». Ou plutôt elle décide d'écrire sa vie en la pensant, à travers un continuel aller-retour entre le présent, le passé et l'avenir, sa propre construction, vivre une vie d'indépendance, sans domination. Se construire en construisant son œuvre littéraire, œuvre autobiographique à travers laquelle se reflète une époque dans ses effets sur sa conscience, sa propre compréhension d'elle-même. Elle va du « je » au « elle », se pense à la fois comme sujet et objet à travers une écriture vigoureuse et précise. « *Je prends la mémoire comme un moyen de connaissance, quelque chose qui empêche que les choses sombrent dans le néant* », conclut Annie Ernaux. Depuis, « *il n'y a qu'une chose qui compte pour moi, saisir la vie, le temps, comprendre et jouir* ». Le chemin vers l'émancipation individuelle et collective se poursuit... **Yvan Lemaître**

Cinéma

D'une pierre deux coups

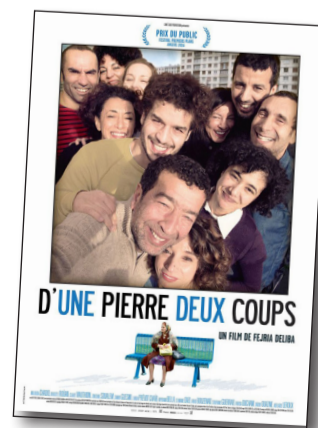
De Fejria Deliba, avec Milouda Chaqïq, Brigitte Roïan et Claire Wauthion. Sortie le mercredi 20 avril

Un premier long métrage qui vient de sortir. Décidément les mères sont à l'honneur dans le cinéma d'aujourd'hui. Après *Fatima*, voici Zayane, et cela fait plaisir. Milouda Chaqïq en tient le rôle principal. « Tata Milouda », son nom de scène, est cette artiste au parcours singulier entrée en France à l'âge de 39 ans, sans papier, sans argent, ayant laissé au Maroc un mari violent et ses enfants, pour reconstruire une vie de femme libre. Avec des emplois de femmes de ménage, elle régularise sa situation, fait venir

ses trois filles en France, suit des cours d'alphabétisation, découvre le slam, elle qui n'était jamais allée à l'école, et se produit comme artiste slameuse revendiquant la liberté des femmes sur de nombreuses scènes européennes. Milouda Chaqïq est une personnalité exubérante et c'est une gageure relevée par Fejria Deliba d'avoir choisi cette artiste pour un rôle très sobre. Comme elle le dit elle-même, Milouda Chaqïq a dû se contenir pour rester dans le personnage tout en gardant de la profondeur, de la personnalité, ce qu'elle a parfaitement réussi.

Elle joue une mère aux 11 enfants, aujourd'hui adultes mais dont elle est encore au service. Et puis une lettre arrive, lettre qui modifie le cours des choses, sans drame, sans pathos. Et lentement les points de vue changent. Le scénario intelligent, subtil, déroule une histoire simple mais qui touche par le « bien-vu » et les contre-pieds qui démontent les clichés.

Dans la salle de l'Écran à Saint-Denis où le film était projeté en avant première en présence de Milouda Chaqïq, combien de fils, en particulier de familles nombreuses, ont eu



les larmes aux yeux durant la projection, percutés par cette histoire? Pas sur que ce film ait une grande diffusion... À ne pas manquer donc. **Jean-Marc Bourquin**

librairie
★ la-breche.com

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com – contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi : 12 h – 20 h

« Des actions de désobéissance non violente mais déterminée, afin de construire le rapport de forces qui imposera des reculs au gouvernement »



Entretien. Porte-parole d'Attac, Thomas Coutrot revient sur les Panama papers, l'évasion fiscale et l'activité du mouvement social sur ces questions.

Depuis 2008, la presse a révélé plusieurs cas d'évasion fiscale internationale. Que les Panama papers nous apprennent-ils de plus ?

Les Panama Papers se distinguent par la masse considérable d'informations fuitées, et donc le nombre important de personnes démasquées. Concernant la France, la principale nouveauté est l'implication massive de la deuxième banque française, la Société Générale. Jusqu'alors, seules BNP Paribas et le Crédit Agricole s'étaient fait coincer lors de l'Offshore Leaks de 2013, mais pour un nombre bien inférieur de sociétés écrans (56 pour la BNP et 36 pour le Crédit agricole, contre 974 pour la Société générale via Mossack Fonseca). Cela ruine le discours, généralement tenu par les banquiers français, selon lequel ils laisseraient ces tripatoillages à leurs concurrents étrangers...

Des officines comme Mossack Fonseca existent-elles en France ? Sinon, par quels circuits des Français les contactent-ils ?

Mossack Fonseca est une société panaméenne, et la plupart des sociétés qui rendent ce genre de services – la création de sociétés écrans pour des clients riches qui y mettent leur patrimoine à l'abri du fisc de leur pays – sont logiquement situées dans les paradis fiscaux. Cash Investigation a bien montré comment on peut trouver très facilement via Google les coordonnées de cabinets spécialisés dans le blanchiment et l'évasion de capitaux. Dans le reportage, les journalistes ont dû aller à Genève pour rencontrer physiquement l'agent du cabinet en question afin de mettre au point le schéma d'évasion. Sans doute existe-t-il des cabinets encore plus compétitifs qui n'obligent pas leurs clients à se déplacer à l'étranger. D'ailleurs, l'Union des banques suisses (UBS) a été mise en examen en France pour démarchage illicite et blanchiment aggravé de fraude fiscale, des délits réalisés sur le territoire français.

Comment expliquer le sentiment d'impunité de ceux qui profitent ou favorisent l'évasion fiscale ?

Tant Jérôme Cahuzac que Frédéric Oudéa ont menti, l'un devant les députés, l'autre au Sénat... Jusqu'à très récemment les pouvoirs publics – l'administration fiscale et la justice – n'avaient pas une politique proactive en matière d'évasion fiscale. Alexis Spire décrit cela très bien dans son ouvrage *L'impunité fiscale* : les grandes entreprises, les banques ou les particuliers qui fraudent le fisc à grande échelle et sont coincés, s'en tirent au pire avec une amende, le plus souvent négociée avec le fisc... Les cabinets d'avocats ou de conseil fiscal qui organisent cette évasion ne sont jamais inquiétés.

En France, les cas de fraudeurs condamnés à de la prison se comptent sur les doigts d'une main. Les moyens du contrôle fiscal sont très insuffisants et en régression. D'ailleurs, tant Cahuzac qu'Oudéa sont tombés non du fait d'une action de contrôle fiscal mais d'info fuitées et valorisées par un travail journalistique indépendant. Cela dit, il se pourrait que la panique commence à gagner les titulaires de compte offshore car plus personne ne peut se sentir à l'abri d'un lanceur d'alerte.

Attac lance une campagne de blocage des 103 agences banque privée de la Société Générale. Peux-tu expliquer le rôle spécifique de ces agences, ainsi que l'objectif de cette campagne ?

Société Générale Private Banking, comme c'est expliqué sur son site, résulte du regroupement en 2008 des activités de la Société générale en « une structure autonome unique, entièrement dédiée aux besoins de ses clients les plus fortunés ». C'est donc explicitement la banque des riches, qui leur propose « une solution globale et cohérente qui intègre la complexité de leur situation personnelle et patrimoniale et/ou professionnelle ». C'est la filiale luxembourgeoise qui a créé les sociétés écrans via Mossack Fonseca, mais tout indique que ce type de service est proposé, sinon opérationnalisé, par les bureaux en France.

Avec Bizi !, Les Amis de la Terre et Action non violente COP21, nous avons lancé il y a un an une campagne de réquisitions citoyennes de chaises dans les agences des banques impliquées dans l'évasion fiscale (principalement BNP Paribas, Société générale, Crédit agricole, HSBC)

pour exiger la fermeture de leurs filiales dans les paradis fiscaux et la fin de l'évasion fiscale, afin de financer la transition sociale et écologique. Ces actions de désobéissance non violente – juridiquement la qualification des faits serait « vol en bande organisée » – ont eu lieu dans 40 agences bancaires en France en 2015, avec une médiatisation non négligeable, une bienveillance de l'opinion et une grande prudence du parquet (aucune mise en examen à ce jour contre des faucheurs de chaises, sans doute de peur qu'un procès se retourne contre les banques). Mais comment le gouvernement peut-il justifier que BNP Paribas ait plus de filiales que jamais dans les paradis fiscaux (200 en 2014 selon le récent rapport de la Plateforme paradis fiscaux et judiciaires) ? Le chiffre est de 136 pour la Société générale et de 159 pour le Crédit agricole ! Les fauchages de chaises vont continuer, mais nous avons jugé possible et nécessaire de hausser d'un cran le niveau de radicalité des actions de désobéissance, en appelant au blocage des agences Private Banking. C'est à la fois moins risqué juridiquement – la qualification serait seulement « manifestation illicite » ou « entrave au travail » – mais plus difficile sur le plan militant, car l'idée serait de tenir le blocage dans la durée. Depuis une semaine, nous faisons des opérations ponctuelles de blocage dans plusieurs villes, et nous espérons que le mouvement va s'étendre.

Le scandale Panama Papers a éclaté dans le contexte de la mobilisation contre la loi travail et de l'émergence de Nuit debout : nous pensons qu'il faut aujourd'hui proposer au

mouvement des actions de désobéissance non violente mais déterminée, afin de construire le rapport de forces qui imposera des reculs au gouvernement. Cela vaut pour la loi travail aussi bien que sur les paradis fiscaux. Contre la loi travail, les grèves et les manifestations sont indispensables mais ne suffiront sans doute pas, nous devons inventer des formes d'action nouvelles, comme on a commencé à le voir en 2010 avec les blocages de dépôt d'essence et de plateformes logistiques.

Les agissements des banques non seulement favorisent l'évasion fiscale mais font craindre une nouvelle crise financière. L'inaction totale de la présidence Hollande n'est-elle pas, au même titre que la loi El Khomri, significative d'une nouvelle étape dans l'évolution du PS français ?

En effet, le PS a franchi une étape ces derniers mois, mais ce n'est pas tant du côté de la finance... On avait eu le temps depuis 2012 de constater que Hollande n'avait aucunement l'intention de tenir ses promesses électorales, notamment la taxe sur la transaction financières, la séparation entre banques de dépôt et banque d'investissement, l'interdiction des activités des banques dans les paradis fiscaux. Ce sont bien plutôt les deux projets sur la déchéance de nationalité et sur le travail qui marquent les adieux officiels et publics du PS et de Hollande aux valeurs fondamentales de la gauche. C'est d'ailleurs cette double transgression qui explique qu'on ait pour la première fois l'émergence d'un grand mouvement social sous un gouvernement soi-disant de gauche.

Propos recueillis par Henri Wilno

L'image de la semaine



Vu ailleurs



ET BIM!

Poursuivis en diffamation par le groupe Bolloré pour un article pointant le rôle de grandes entreprises françaises dans le phénomène d'accaparement des terres, le site d'information Bastamag, son directeur de publication et ses journalistes ont été relaxés ce 14 avril par la 17^e chambre du tribunal de grande instance de Paris.

Le groupe Bolloré estimait diffamatoires pas moins de huit paragraphes – ainsi que le titre et le surtitre – d'un article de synthèse publié en octobre 2012 et consacré à la question de l'accaparement des terres, ces appropriations de terres à grande échelle par des fonds d'investissements ou des multinationales, principalement en Afrique et en Asie. L'article mentionnait, entre autres, les activités du groupe Bolloré, via une holding luxembourgeoise, la Socfin, dans lequel le groupe possède de fortes participations. La Socfin possède de multiples filiales qui gèrent des plantations d'hévéas et d'huile de palme en Afrique et en Asie. Ses pratiques font l'objet de nombreuses critiques de la part des populations locales et d'organisations internationales. (...)

Également poursuivis, le site Rue 89 et son directeur de publication, Pierre Haski, pour avoir cité l'article dans sa revue de presse signalant « le meilleur du web », la journaliste Dominique Martin Ferrari, qui a cité l'article dans son site « Scoop it » (Options Futures), et trois autres personnes ayant partagé l'article sur leurs blogs (Thierry Lamireau, Laurent Ménard et Guillaume Decugis), ont été relaxés. D'autre part, les poursuites engagées contre le blogueur Thierry Lamireau « présentent un caractère abusif ». La société Bolloré se voit condamnée à lui verser 2000 euros. Le plaignant dispose d'un délai de dix jours pour faire appel de ce jugement.

L'équipe de Bastamag va poursuivre son travail d'information sur l'accaparement des terres et l'impact sur les populations locales, et sur les conséquences sociales et écologiques des activités des grands groupes français et internationaux.

« Plainte en diffamation : Bolloré perd son procès contre Bastamag », Rédaction de Bastamag, jeudi 14 avril 2016

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 76 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____
www.npa2009.org